



Marcel Paul
Présidents fondateurs de la FNDIRP



F.-H. Manhès

Octobre 2019
n° 945
7 €

LE PATRIOTE RÉSISTANT

Journal édité par la Fédération nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes



La une

« Sécurité » « sociale, oui ». Une image de l'atelier Nous Travaillons Ensemble.



Ambroise Croizat, ministre du Travail communiste du gouvernement de Gaulle promulgue la Sécurité sociale par ordonnance, les 4 et 19 octobre 1945.

Le Patriote Résistant

Mensuel édité

depuis 1946 par la

Fédération nationale

**des Déportés et Internés,
Résistants et Patriotes.**

Association Loi 1901

10, rue Leroux, 75116 Paris.

SIRET : 775 688 807 000 12

Représentant légal :

Jean Villeret,
président délégué.

Directeur de publication :

Serge Wourgaft.

Rédaction Administration

10, rue Leroux, 75116 Paris

Courriel : fndirp@fndirp.asso.fr

Site Internet : www.fndirp.fr

CPPAP n° 1120 A 05599

ISSN 0223-3150

Prix de vente à l'unité : 7 €.

Prix de l'abonnement :

• 61 €, tarif public.

• 65 € et au-delà,
tarif de soutien.

• À partir de 45 €,
tarif spécial
faibles revenus.

Rédacteur en chef :

Julien Le Gros

redaction@fndirp.asso.fr

01 44 17 38 34

Abonnements et publicité :

adhesions-abo@fndirp.asso.fr

01 44 17 38 24

Maquette :

maquette@fndirp.asso.fr

01 44 17 38 22

Crédits photos :

tous droits réservés.

Imprimerie Rivet

Presse-Édition Limoges

24, rue Claude-Henri-Gorceix

BP 1577

87022 Limoges - cedex 9

Dépôt légal à parution

par imprimeur.

Date de parution :

sur couverture.



Humour, par Serge Wourgaft

C'est l'histoire d'un singe et d'un perroquet dans un navire de guerre. Le singe a beau proposer au perroquet de profiter des structures du navire pour y jouer, le perroquet refuse et clame son profond ennui.

« Alors, lui dit le singe, on va jouer à un jeu nouveau. Tu verras, c'est super! » Et à ce moment, le navire est torpillé et coule.

On repêche le perroquet qui s'était accroché à une planche on le remonte, tout mouillé sur le navire torpilleur et il s'exclame : « Ah, pour un jeu de con, tu parles d'un jeu de con! »

Est-ce que cette histoire n'évoque pas des péripéties infiniment plus tragiques du « jeu » entre Donald Trump et Vladimir Poutine en vue de la suprématie pour l'armement nucléaire?

SOMMAIRE

Lettres de lecteurs Page 4

Les faits du mois Pages 5 à 10

Algérie : le pacifisme, une arme fatale ? **Hélène Amblard** ; Le parcours de mémoire des collégiens de Charles-Péguy, **Pierre Petit-Rizza** ; La FNDIRP à la fête de l'Humanité ; Un sac de billes au théâtre Lucernaire ; Nouveau musée de la libération de Paris ; Marielle présente ! **Julien Le Gros** ; Les Françaises à Ravensbrück en allemand, **Marie-France Cabeza-Marnet** ; Décès de Conchita Ramos Grangé, **Margarita Catala** ; Hommage à Louise... **H. A.** ; L'Allemagne en phase de droitisation ? **Ulrich Schneider**.

Mémoire Pages 11 à 14

Hermann Hesse, romancier, poète, peintre, conscience et... jardinier, **François Mathieu** ; Refuser la guerre coloniale, **Hugo Dos Santos**.

Dans les départements Pages 15 à 22

Aube Un camp à Troyes, le centre Jules-Ferry, **Jean Lefèvre** ; Sarthe Un mémorial pour se souvenir, **Yves Voisin** ; Nord « L'ennemi est toujours le même », **Cécile Drossart-Masson** ; Corrèze À Brive, un projet remarquable, **Marie-Josette Mariaud et Alain Rivet** ; Hauts-de-Seine Parler d'amour sachant que l'on va mourir..., **Jean-Pierre Raynaud** ; Rhône Mémoire, **Jean Curial** ; Aude Projets novateurs, **Monique Ayora** ; Tarn-et-Garonne Une exposition sur le Mexique prorépublicain espagnol, **José Gonzalez** ; Centre-Val-de-Loire Effacés du monde ?

Souscription nationale Page 22

L'invité du mois Pages 23 à 25

Luis Rego. Le journal d'un antifasciste.

Chez le libraire Pages 26 à 30

Michaël Dias, Hélène Amblard, Julien Le Gros.

Carnet Page 30

Féminicide et déshumanisation à l'ère numérique

Le *féminicide*, ce néologisme exprimant la tragédie des femmes battues et tuées par leur compagnon, connaît en France, une prise de conscience et un appel à l'action, qui constituent des étapes importantes dans la confrontation qui a marqué le monde, depuis trois quarts de siècle, entre le respect de l'humanisme et sa négation violente.

Cette reconnaissance du caractère spécifique du féminicide, qui est essentiellement un crime contre les femmes **en tant que genre**, s'inscrit dans la progression au plan international, durant ces dernières années, de l'action contre les inégalités et les harcèlements dont les femmes sont victimes. Ce développement représente un bouleversement de coutumes millénaires, et apporte ainsi un démenti à la notion de fatalité.

La déshumanisation féroce imposée par l'idéologie nazie durant la Deuxième Guerre mondiale dans les pays occupés en Europe, et notamment dans les camps de concentration, a suscité en réaction, un immense mouvement en faveur de l'humanisme et du respect de la personne humaine. Un mouvement concrétisé par l'adoption, en juin 1945, de la Charte des Nations unies, suivie par la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les conventions de Genève sur le Droit international humanitaire, et une série de traités et de conventions aboutissant à la Cour pénale internationale.

La deuxième moitié du XX^e siècle fut ainsi marquée par la ratification de ces textes par la grande majorité des

pays, mais aussi par les fluctuations entre les avancées et les régressions dans leur application.

Ces fluctuations n'ont pas épargné les deux premières décennies du XXI^e siècle. Bien au contraire, concernant les régressions, dont la liste est malheureusement bien fournie, et dont des manifestations font l'actualité quotidienne. Mais ne faut-il pas à cet égard tenir compte des profonds changements entraînés par la mondialisation et surtout par la révolution numérique ?

Ce qui relevait, il y a seulement quelque décennies, de la science-fiction est devenu réalité. Les bouleversements des notions de temps et d'espace, à la suite des formidables avancées dans les moyens de communications, les conséquences de la robotisation, de l'intelligence artificielle, du règne des algorithmes ont à la fois permis des progrès, mais aussi, par les abus et les excès, accentué la déshumanisation. Une évolution frappée par le réchauffement climatique, les atteintes à la biodiversité, et la menace de conséquences désastreuses, dont on observe déjà les premières manifestations.

Pour beaucoup de sociologues et d'historiens, le monde est ainsi entré dans une civilisation nouvelle qui, comme l'Histoire l'a déjà connu, entraîne une confrontation entre les Anciens et les Modernes, rendue particulièrement violente par l'amplitude des changements et l'exploitation de leurs aspects négatifs : en particulier par des mouvements populistes utilisant l'extraordinaire développement des moyens de communication pour répandre la

peur et la haine, avec des relents délétères du passé récent comme l'antisémitisme, et, plus lointain, comme les guerres de religions.

La diffusion permanente d'une information instantanée altérée par des *fake news* (infox) contribue ainsi à créer un climat dangereux de désarroi pessimiste. Mais ce climat suscite de plus en plus de mouvements rassemblant, en particulier, les jeunes déterminés à agir en faveur d'un monde respectueux de l'humanisme et de l'écologie.

Ces mouvements, issus parfois d'initiatives individuelles ont pour caractéristique de mobiliser l'opinion publique pour obtenir le respect de principes d'intérêt général. Ils sont animés, en grande partie, sinon en totalité, par des organisations non gouvernementales (ONG) nationales et internationales. Elles ont déjà joué, depuis 1945, un rôle important dans la conception, la négociation, la ratification et la mise en œuvre, hélas insuffisantes, des différents textes qui ont suivi l'adoption de la Charte.

Leur action est primordiale pour lutter contre le règne de la confusion, de l'angoisse et de la peur et pour poursuivre des actions amenant l'opinion publique à écarter la notion de fatalité et à persuader les gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour le respect de l'humanisme, dans son sens le plus large. N'est-ce pas finalement aux citoyens, qu'incombe la responsabilité d'un avenir éclairci, et n'est-ce pas l'objectif, poursuivi par la FNDIRP, dans sa spécificité ?

SERGE WOURGAFT

Yann Moix, antisémite

Le mâle de plus de cinquante ans qui considère que les femmes de plus de vingt sont flétries vient de commettre un nouvel opus. Yann Moix, pour ne pas le nommer, nous assène sa pauvre enfance martyrisée par son père, ce que son père et son frère démentent. Le frère qui vient aussi d'écrire un livre, nous dit que le tortionnaire de la famille, c'était son frère aîné, lequel lui a fait vivre un enfer pendant son enfance. Nous pourrions dire « peu me chaut ». Yann Moix, dans sa vie passée comme dans la présente ne vivant que de polémiques, ne présente pas davantage d'intérêt que la télé réalité. Ce qui m'interpelle plus ce sont ses caricatures antisémites, ses textes antisémites et négationnistes. Et l'ex-bellâtre de dire: « *J'assume, j'endosse tout* », avant de tenter par quelques circonlocutions verbales, si ce n'est corporelles, de se défaire, de se dédouaner: « *Ces écrits sont antisémites, mais je ne suis pas antisémite* ». J'ai l'impression de lire les logorrhées, les diarrhées verbales de l'ex-comique et vrai bouffon Dieudonné Mbala Mbala et de son séide Alain Soral. Et non monsieur! Le fait d'avoir rencontré BHL n'est pas un gage de non-antisémitisme. Le nonagénaire qui parlait de « *détail* » a bien dû lui aussi rencontrer un Juif un jour. Cela honorerait le service public de ne plus inviter cette servile personne de la haine, que ce soit celle des femmes ou celle des Juifs. L'audiovisuel et la presse écrite nous honorerait en ne nous infligeant plus sa vue et ses diatribes.

Jacques Martel

L'article de Marie-Jo Bonnet

J'ai lu avec intérêt dans le numéro de juillet-août, l'article de Marie-Jo Bonnet. *L'essai d'histoire de la déportation des femmes* est signé par Andrée Jacob et Olga Jungelson, de son nom de mariage Olga Wormser-Migot. Je profite de l'occasion pour rappeler que j'ai envoyé à la rédaction du journal, il y a plusieurs années, un article sur l'absence du F dans le triangle rouge des déportées françaises à Ravensbrück intra muros et uniquement intra muros, article très documenté avec les sources provenant des différents livres témoignage des femmes françaises déportées à Ravensbrück. Historiquement ceci n'a pas beaucoup d'importance; ce que l'article tente de démontrer, c'est que à la Libération, les femmes déclarent ne pas avoir de F sur le triangle et qu'ensuite vers les années quatre-vingt, elles déclarent en avoir un. L'article cherche à savoir pourquoi le témoignage s'inverse. Si cela peut vous intéresser, je peux vous l'envoyer, j'ai soumis ce texte à l'historien Bernard Lachaise qui m'a confirmé la validité de la démarche. Cordialement.

Christian Naudet

■ *Merci pour ce complément d'information. Tout ce qui peut enrichir notre mémoire collective est bienvenu. Fraternellement.*

Les services de la FNDIRP

- **Service juridique :**
01 44 17 38 33
(uniquement le mardi)
- **Adhésions FNDIRP - Abonnements au Patriote Résistant, Caisse solidarité décès :**
01 44 17 38 24
- **Comptabilité générale, commandes et vente d'ouvrages :**
compta@fndirp.asso.fr/
01 44 17 38 10
- **Éditions et communication :**
01 44 17 38 34
- **Secrétariat général :**
01 44 17 38 37
- **Secrétariat présidence :**
01 44 17 38 15
courriel : secretariat@fndirp.asso.fr
- **Standard :**
01 44 17 38 38
- **Fax :** 01 44 17 38 44

Écriture inclusive

Je viens de finir la lecture de l'article de Nicolas Bénéès dans le numéro de cet été, et la présence de l'écriture inclusive me pousse à vous écrire. L'auteur de l'article ne l'utilise que pour musicien-ne-s (et encore pas toujours) et participant-e-s. En revanche les résistants et les collaborateurs (ainsi que les possesseurs, auditeurs et autres zazous (-e ou -ette ?) n'ont pas droit à cette barbarie ? Pourquoi ? Mais surtout, pourquoi succomber à cette mode de l'écriture inclusive qui rend la lecture (et donc la compréhension) du texte difficile ? Le masculin est également le neutre donc ça regroupe les bonshommes ET les bonnes femmes. Ce serait sexiste ? J'en doute, mais assurément moins

que le fait que les femmes soient moins payées que les hommes à travail égal, par exemple. L'écriture inclusive est pour moi un gadget qui abîme la langue française et ne sert pas la cause des femmes.

Vous allez sûrement penser que c'est un débat qui vole bien bas en comparaison des sujets que traite *Le Patriote Résistant*, mais il cache derrière lui toute l'infantilisation que subissent les femmes pour qui on crée une nouvelle grammaire, pour qui on change les règles électorales pour qu'il y ait plus de femmes élues, sous-entendu : sans nous les mecs bien-pensants au grand cœur elle ne pourraient pas se faire élire. Or notre secrétaire

générale et notre vice-présidente prouvent qu'on peut être une femme et être dirigeante d'une association d'envergure nationale sans l'aide de personne. À quand un congrès pour rebaptiser notre fédération la Fédération nationale des Déporté-e-s Interné-e-s Résistant-e-s et « Patriote-ine-s » ? De plus *Le Patriote Résistant* devrait devenir La-e « Patriote-ine » Résistant-e... Respectueusement

Jean-Eudes Engler, ADIRP 60.

■ *Merci pour ce message. Nous attachons plus d'importance au fond qu'à un changement de forme. Fraternellement.*

Erratum

Toutes nos excuses concernant une coquille sur la légende de l'invitée du mois du *Patriote Résistant* de septembre. Il s'agit d'une image du Vel' d'Hiv avant la rafle.

Algérie : le pacifisme, une arme fatale ?

Malgré les menaces du général plénipotentiaire Gaïd Salah, les barrages, les arrestations, les contrôles d'identité, le matin-même, à Alger, des centaines de milliers de personnes manifestaient. Le 20 septembre, dans toute l'Algérie était le 31^e vendredi d'action populaire contre le système.



Alger, le 20 septembre 2019.

Après l'annonce par Ben Salah, président par intérim depuis le 9 avril dernier, après la démission de Bouteflika, d'un scrutin présidentiel pour le 12 décembre, la foule, tous âges, convictions et sexes confondus, est impressionnante. Dans le calme, sourire aux lèvres, les slogans fusent face aux forces de l'ordre : « *Pour un État civil et pas militaire* », « *Et y en a marre, et y en a marre* », « *Qu'ils dégagent tous !* ». Le Monde rapporte le soir-même sur son site la réplique apportée à l'annonce d'élections, d'emblée disqualifiées : « *Il n'y a pas de vote. On vous jure qu'on ne le fera pas ! Dites à Ben Salah qu'il*

faut qu'il parte ! On ne le fera pas ! », scandent les marcheurs en chantant.

À Alger, le cortège, réclamant la libération des citoyens emprisonnés pour avoir brandi des drapeaux berbères et de tous ceux qui restent détenus pour avoir exprimé leur refus du système, dont un ancien *moudjahid* de plus de quatre-vingts ans, rendait hommage aux jeunes naufragés, récemment morts alors qu'ils tentaient de gagner l'Europe.

Suprématie du civil sur le militaire

Mardi 20 août 2019. Partout en Algérie, on commémore l'anniversaire de la plateforme de la

Soummam, adoptée en 1956 à l'issue d'un congrès clandestin. Organisée à Ifri du 13 au 20 août, il y a soixante-trois ans après le déclenchement de l'insurrection lancée le 1^{er} novembre 1954, cette rencontre réunissait les principaux dirigeants de la Révolution, exceptés Mostefa Ben Boulaïd, mort au combat, et la délégation extérieure, qui n'avait pu se rendre sur place, pour construire l'avenir d'une Algérie indépendante, démocratique et citoyenne. La plateforme de la *Soummam* affirmait la primauté du civil sur le militaire par la formation d'un gouvernement issu de la Révolution. Ce mardi, les foules s'en réclamaient pour une rupture avec le pouvoir toujours en place.

Ici, Facebook est le principal média entre tous. Pour combien de temps ? Le ministère de la Justice et de l'Intérieur vient de changer pour la deuxième fois. Que fera le nouveau, limogé au début des manifestations puis rappelé ? Ici, l'espoir réunit. Quelle stratégie d'avenir ? La dévoiler serait suicidaire pour un mouvement uni, intergénérationnel, résolument non violent. À Annaba, une juge, conformément à la loi, a libéré des hommes dont le seul délit était d'avoir brandi un drapeau berbère. Il en reste d'autres, détenus à la prison d'El Harrach et ailleurs. Depuis février, tous les mardis, les avocats, les enseignants et les étudiants marchent dans toute l'Algérie, en dépit des vacances et de la canicule. Les vendredis, tout le monde marche dans toute l'Algérie, pour la création d'une Constituante et la fondation d'un gouverne-

ment populaire. L'anniversaire du Congrès de la *Soummam* ravive le sens d'un bouleversement profond, à l'œuvre. Quel qu'en soit le dénouement, il en restera des traces durables.

Corruptions révélées

Le 22 août. L'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh, est placé en détention provisoire, rejoignant d'autres ministres dans l'indifférence générale. La diversion ne fonctionne pas. Tous ceux, de tous bords, qui ont cherché d'une manière ou d'une autre en convives de l'ancien banquet, à composer avec le système, sont lâchés, démasqués. Le roi est nu. Ces anciens ministres, hommes et femmes politiques, détenus ou en fuite, se dénonçant les uns les autres, ne font que révéler la profondeur de la turpitude en place et de ses multiples corruptions. De prétendus trotskystes à des tenants du FLN, jusqu'au frère de Bouteflika en passant par Ahmed Ouyaha, Premier ministre jusqu'en 2019, ils se « tenaient tous » pour mieux laisser le pouvoir aux militaires... Le 23 août. C'est vendredi. En plusieurs cortèges venus des villages environnants, les manifestants se retrouvent à Bouira, sachant que dans toute l'Algérie, on défile de même. Ils seront près de 4000 : « *On en a marre (bis) des généraux !* », « *Pouvoir assassin !* », « *Gaïd Salah, à la poubelle !* » On fustige les « *kachiks* », allusion aux sandwiches au saucisson hallal distribués aux foules emmenées par cars de toute l'Algérie par les mairies FLN à Alger pour le meeting intronisant Bouteflika ●●●

●●● pour un cinquième mandat. Ce fut, en février dernier, le déclenchement du mouvement. « *Des vendus!* », « *Ula smah ula* » (pas de pardon!). L'organisation nationale des anciens *moudjahidins* demande désormais officiellement la dissolution du FLN, annonce faite à l'occasion de la commémoration du 20 août par son secrétaire général par intérim, Mohand Ouamar Benelhadj. « *Nous nous sommes beaucoup exprimés sur le Front de libération nationale et nous avons demandé plusieurs fois aux autorités d'enlever ce symbole du parti. Aujourd'hui, nous réitérons notre demande* ». Une usurpation de l'histoire. « *Cette fois, on ne lâchera rien. C'est une nouvelle indépendance que nous aurons. Une vraie!* », dit un manifestant. En embuscade, quelques financiers attendent leur heure. Mais depuis le début du mouvement, baptisé « *Hirak* »⁽¹⁾, les participants ramassent les déchets, proposent de l'eau à une foule déterminée et joyeuse... Son « arme fatale »? Le pacifisme. À suivre.

HÉLÈNE AMBLARD

(1) Manifestations initiées le 16 février 2019 en Algérie contre la candidature d'Abdelaziz Bouteflika.

Le parcours de mémoire des collégiens de Charles-Péguy

Dans le cadre d'un projet pédagogique sur le Convoi 77, parti de Drancy pour Auschwitz, des élèves du collège Charles-Péguy de Palaiseau (voir *Le Patriote Résistant* n° 938) ont relaté leur rencontre avec les témoins, encadrés par leurs enseignantes Claire Podetti et Clarisse Brunot. Deuxième épisode, la visite du site de Drancy racontée par Pierre, élève de 3^e.

Drancy pour un collégien

Avant de partir de Drancy, Léo Cohn a gravé sur un mur : « *Nous partons la tête haute* » signé avec l'insigne de la chorale des Éclaireurs israélites de France qu'il avait créée.

Ce message est poignant parce qu'ils savent qu'ils vont mourir. Il n'existe plus de traces aujourd'hui de ce graffiti écrit par Léo Cohn et mentionné par Frédéric Chimon Hammel. Léo Cohn reste à Drancy du 6 juillet au 31 juillet 1944, il est déporté par le Convoi 77. Il envoie trois lettres à sa femme et à ses enfants par l'intermédiaire d'un médecin. Voici ce que dit le dernier message à son fils Ariel :

« *Mon cher Ariel, Dans une semaine tu auras ta fête, comme j'aurai voulu être auprès de toi, de vous, t'embrasser et jouer avec toi... Maintenant, il ne me reste qu'à t'offrir ce petit mot, ce petit signe de vie.*

À bientôt, je vous embrasse tendrement.

Ton papa. »

Lettre de Léo Cohn à sa femme Rachel, datée du 30 juillet 1944 (archives familiales)

Le 4 avril, nous sommes allés en bus, visiter l'ancien camp de Drancy et participer à un atelier de recherches sur des personnes qui sont passées par ce camp. Avec mon groupe, nous avons travaillé sur la famille Schuhova.

La visite m'a beaucoup intéressé. Ce camp de transit pour les Juifs a fonctionné pendant trois ans, d'août 1941 à août 1944. Juste après la guerre, le camp est devenu un camp d'internement durant l'Épuration dirigé par les Francs-tireurs et partisans (FTP) pour tous ceux qui avaient collaboré pendant la guerre. Le lieu est très impressionnant. Ces grands bâtiments en carré me donnent un

sentiment d'oppression. Surtout quand on voit les photos de l'époque, de 1944, une foule de personnes était entassée dans des bâtiments, dans la cour...

Quand j'ai marché à l'intérieur de cet ancien camp, mon cœur a commencé à se contracter, car j'ai réalisé que je marchais dans le lieu où 63 000 Juifs avaient été internés. Neuf Juifs sur dix arrêtés en France sont passés par Drancy. C'est là que Léo Cohn a passé ses derniers jours en France.

« *Je pars en direction inconnue, et dans le convoi il y a 300 gosses! On ne peut se plaindre de leur traitement, mais quelle misère d'en voir tant qui ne connaissent ni père ni mère, qui ne se rappellent pas de leur nom! Je joue souvent avec ces enfants, j'ai quitté la serrurerie pour eux et j'ai fait des pieds et des mains et pour les accompagner dans leurs wagons, mais c'était impossible, les hommes "seuls" ●●●*

La FNDIRP à la fête de l'Humanité



Drancy, cité de la Mulette.
Photos prises par les élèves.

●●● *subissent un régime plus dur et sont enfermés à part. »*

Lettre de Léo Cohn à sa femme Rachel, datée du 28 juillet 1944
(archives familiales)

Puis à l'entrée du camp, il y avait un wagon dans lequel des Juifs avaient été transportés. Ce wagon matérialise la déportation et le massacre des Juifs car les trains ne partaient pas de Drancy-même, mais de la gare du Bourget ou de celle de Bobigny. Aujourd'hui, l'ancien camp de Drancy a retrouvé le nom de « cité de la Mulette ». Les bâtiments sont redevenus des habitations bon marché, leur fonction initiale. Cette visite m'a permis d'approfondir mes connaissances sur les conditions de vie inhumaines dans le camp de Drancy, et, plus généralement, sur le génocide des Juifs.

PIERRE PETIT-RIZZA,
élève de 3^e au collège
Charles-Péguy de Palaiseau



Jacques Chirac est décédé ce 26 septembre, à quatre-vingt-six ans. Lors de la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv, le 16 juillet 1995, il a reconnu la responsabilité de l'État français dans la déportation des Juifs.

À gauche: Le stand de la FNDIRP au village du livre de la Fête de l'Humanité. Le livre *Marcel Paul ou la passion des autres* (1983) a été particulièrement demandé.

Ci-contre: Une *dabkeh* endiablée, danse de groupe, populaire au Proche-Orient, dans les allées du village du monde.

Un sac de billes au théâtre Lucernaire, à Paris jusqu'au 20 octobre

Grâce à un seul en scène audacieux, dans lequel le remarquable James Groguelin incarne tous les rôles, la mise en scène de Stéphane Daurat apporte un nouvel éclairage sur ce classique des programmes scolaires. Les accessoires, bagages ou mallettes disséminés habilement, laissent entrevoir la période de l'Occupation pendant laquelle les frères Joffo, menacés parce que juifs, rivalisent d'invention pour survivre. Cette belle contribution au devoir de mémoire a été remarquée cette année au festival d'Avignon.

JULIEN LE GROS



Nouveau Musée de la libération de Paris

Inaugurée en septembre, cette installation, qui se veut pédagogique et interactive, prend comme fils rouges les figures du général Leclerc et de Jean Moulin. Visite guidée.



© Musée de la libération de Paris.

Avec le double nom de musée Philippe-Leclerc-de-Hautecloque, plus connu sous le patronyme de « général Leclerc », et Jean-Moulin était installé près de la gare Montparnasse depuis 1994. Supervisé par l'historienne Christine Levisse-Touzé⁽¹⁾ ce lieu avait une fréquentation confidentielle. Il fut donc décidé par la Ville de Paris de le déménager. Le chantier, entamé en 2017, aura duré trois ans dans un lieu choisi symboliquement : les pavillons Ledoux datant du XVIII^e siècle. Ce site classé a abrité le quartier général des Forces françaises intérieures (FFI), sous le commandement du colonel Rol-Tanguy. C'est la redécouverte de cet abri de la défense passive qui constitue le plus grand attrait pour le visiteur. Il faut s'inscrire à l'avance, la jauge étant limitée, pour accéder à ce « bunker » équipé de téléphones intérieurs et même de masques à gaz ; peur de revivre 1914-1918 oblige. La veuve d'Henri Rol-Tanguy, Cécile, souhaitait vivre assez longtemps pour connaître ce nouveau musée. Pari tenu, avec les honneurs pour la centenaire !

Parcours immersif

La scénographie, entièrement repensée, consiste en un seul parcours immersif. « Il fallait homogénéiser, donner un mode d'emploi au visiteur, être pédagogique. On a réinjecté le contexte dans l'histoire », souligne Sylvie Zaidman, directrice du musée. Les collections sur Leclerc et Jean Moulin proviennent, entre autres, du fonds Leclerc,

Ci-dessus, le poste de commandement de Henri Rol-Tanguy. Ci-dessous, perspective scénographique sur la Libération de Paris.



© Musée de la libération de Paris.

d'un legs d'Antoinette Sasse. « Avec un conseil scientifique, on a planché sur les différences entre ces deux figures dissemblables ayant en commun leur amour de la France : Moulin, le républicain laïque et Leclerc, l'aristocrate méprisant la méritocratie. »

Au fil de la déambulation on se retrouve au sous-sol, avec les figures de la Résistance et de la Déportation. « Papa, c'est qui lui ? » demande un petit garçon à son fils. « Raymond Aubrac, un grand résistant. – Il est mort ? » Sur une installation vidéo apparaissent des témoignages éclairants : de Madeleine Odru née Dissoubray, de Christian Pineau, cofondateur du mouvement de Libération Nord et ministre du Ravitaillement de De Gaulle, de Robert

Chambeiron, celui particulièrement violent de Madeleine Riffaud, d'Hélène Viannay née Mordkovitch, cofondatrice du mouvement Défense de la France, ou encore de Michèle Moet-Agniel, membre du réseau Évasion, déportée à Ravensbrück. Plus loin, dans la partie consacrée à la collaboration, une archive peu glorieuse du 27 mars 1942 montre le départ des stars du cinéma de l'époque Albert Préjean, Viviane Romance, Danielle Darrieux, Junie Astor et René Dary, invités pour visiter les studios de Berlin, à l'initiative du docteur Dietrich de la *Propaganda Abteilung* de Paris. Suite à l'inauguration de ce nouvel espace, qui a eu une affluence de plus de mille visiteurs par jour, de nombreux particuliers ont fait des dons en lien avec la Libération de Paris. Une collecte a été organisée le 28 septembre. Pour attirer le jeune public « connecté » des applications gratuites en français et en anglais sont téléchargeables⁽²⁾. Un centre de documentation doit également ouvrir...
J. L. G.

(1) Autrice de *Philippe Leclerc de Hautecloque (1902-1947), la légende d'un héros*, Tallandier-Paris-Musées, 2002 ; *Jean Moulin artiste préfet résistant*, co-écrit avec Dominique Veillon, éditions Tallandier, 2013.

(2) <https://play.google.com/store/apps/details?id=fr.parismusees.liberation>

Marielle présente !

Le 21 septembre, rue d'Alsace, près de la gare de l'Est à Paris, était inauguré le jardin Marielle-Franco, du nom de cette militante des droits humains et LGBTI⁽¹⁾, noire et féministe, assassinée à Rio en mars 2018, (voir *Le Patriote Résistant* n°941), en présence de ses parents, d'Amnesty international, de plusieurs associations brésiliennes dont *Red Br.* et *Autres Brésils*, d'élus, et de la maire du X^e arrondissement.

Les Françaises à Ravensbrück en allemand

En 1965 des survivantes de camps de concentration nazis, après un travail acharné, opiniâtre, précis avaient pu faire éditer en France, le fruit de ce récolement collectif pour en faire un livre exceptionnel car somme de témoignages de femmes célèbres ou anonymes, pour que soit connue l'histoire de ces femmes « *Les Françaises à Ravensbrück* ». Ce livre, véritable document, elles voulaient qu'il existe en langue allemande pour le partage de cette histoire, pour inciter

à la vigilance pour conserver la liberté dans un monde en paix. Elles n'en auront pas eu le temps. C'est pourquoi nous, les descendantes, faisons un appel à souscription. A l'occasion du 75^e anniversaire de la libération des camps, nous souhaiterions qu'en mars 2020 ce livre soit traduit et édité en langue allemande – ce qu'elles désiraient.

MARIE-FRANCE CABEZA-MARNET,
COPRÉSIDENTE DE L'AMICALE DE RAVENSBRÜCK
ET DES KOMMANDOS DÉPENDANTS



© Amicale de Ravensbrück.

Voyage de l'amicale de Ravensbrück en avril 2019.



Décès le 27 août de Conchita Ramos Grangé, la dernière déportée espagnole de Ravensbrück

Conchita est née en 1925 près de Lérida, en Espagne. En 1939 la famille doit s'exiler en France et s'engage dans la Résistance. Agent de liaison pour les maquis d'Ariège, elle est arrêtée le 24 mai 1944 avec sa tante Maria Castello et sa cousine Elvira Ibarz. Elles sont déportées, dans le convoi du « Train Fantôme », arrivé au camp d'extermination de Dachau le 28 août 1944. Puis Conchita est transférée à Ravensbrück le 9 septembre où

elle connaîtra ensuite les marches de la mort. À la Libération elle s'installe à Toulouse où elle se marie à un ancien guérillero espagnol José Ramos Bosch. Elle n'a cessé de témoigner notamment au musée de la Résistance de Toulouse auprès de très nombreuses générations de jeunes. Elle a reçu la Légion d'honneur et a été élevée au grade de Commandeur dans l'ordre national du Mérite.

MARGARITA CATALA

Une foule nombreuse est venue honorer la mémoire de cette ancienne conseillère municipale de Rio en scandant : « *Marielle présente !* » D'une voix calme et résolue, le père de Marielle Franco, Antonio Francisco da Silva est revenu sur la naissance de sa fille dans le Brésil de la dictature militaire, dont l'actuel président Jair Bolsonaro est nostalgique : (...) « *Le Brésil vivait à nouveau sous le joug d'une violente dictature militaire quand la ville de São Sebastião do Rio de Janeiro, l'une des plus grandes favelas cariocas, a vu naître un enfant de plus. C'est précisément le 27 juillet 1979 qu'a vu le jour notre fille, Marielle Francisco da Silva, plus connue*

comme Marielle Franco. Dès son plus jeune âge, Marielle s'est révélée être une révolutionnaire dont le rêve était de réparer cette ville cassée en créant une nouvelle vision entre la favela et la ville. Marielle rêvait d'écrire une nouvelle histoire qui garantirait aux habitants des quartiers populaires, ces gens qui avaient la même origine qu'elle, le droit à la dignité, le respect et l'égalité. » Le maire du X^e arrondissement, Alexandra Cordebar, a souligné que le nom de Marielle Franco s'inscrit pleinement aux côtés de « *femmes et d'hommes* comme *Dulcie September, Madeleine Braun ou Jan Karski ont combattu pour des idéaux d'humanisme et de liberté.* » Deux anciens

policiers de Rio ont été arrêtés, soupçonnés d'avoir assassiné cette militante du Parti socialiste et liberté (PSOL). Depuis le début de cette année, quatre femmes ont été tuées chaque jour au Brésil. « *Que ce jardin soit le symbole*

d'un printemps qui ne pourra plus être arrêté », conclut dans sa lettre Monica Benicio, veuve de Marielle Franco, qui n'a pu être présente à la cérémonie. **J. L. G.**

(1) Lesbienne gay, bi, trans et intersexuel.

Discours d'Antonio Francisco da Silva, père de Marielle Franco, le 21 septembre 2019.



© Fabrizio Rosa

Hommage à Louise...

Le 25 juin, sur proposition du Comité de quartier en lien avec les écoles, la place Louise-Losserand était inaugurée à hauteur du 145, rue Raymond-Losserand, dans le XIV^e arrondissement de Paris. Récit.



Sur cette ex-place de la Fontine, Carine Petit, maire du XIV^e, rappelle la décision, pour l'année du 75^e anniversaire de la Libération de Paris, de baptiser rues, places, allées au nom d'hommes et femmes engagés pour les valeurs de la République. Le 27 août, dans l'arrondissement, l'ouverture du nouveau musée de la Libération de Paris-musée Jean-Moulin, est attendue. Coprésident de l'association Mémoire vive, Yves Jégouzo

évoque le parcours de Louise, née Marié, deuxième d'une famille de sept enfants en 1904, d'un père remouleur de cuivre, dans le XI^e arrondissement de Paris. En 1914, la voilà mécanicienne de fourrure puis brodeuse. En 1922, elle épouse le fourreur Raymond Losserand. Membre du Parti communiste depuis février 1934, élu conseiller municipal en 1937 dans le XIV^e arrondissement, il entre dans la clandestinité avec Louise,

dès 1940. En 1941, le Parti communiste clandestin construit la lutte armée avec les Bataillons de la jeunesse, l'Organisation secrète et les sections de la Main-d'œuvre immigrée (MOI). Raymond Losserand était commandant FTP après avoir pris part à la direction de l'OS lorsque le 16 mai 1942, les Brigades spéciales réalisent un gros coup de filet, faisant « tomber » son groupe Douillot-Losserand. Parmi les arrestations, outre Louise et Raymond, les chimistes France Bloch-Sérazin et Marie Nordman. Après 54 séances de torture, Raymond sera fusillé avec les hommes condamnés à mort au champ de tir d'Issy-les-Moulineaux le 21 octobre 1942. France Bloch-Sérazin, meurt guillotiné à la prison de Hambourg. Emmenées au fort de Romainville, les autres

femmes font partie du convoi du 24 janvier 1943, dit « des 31 000 », entré à Auschwitz en chantant *La Marseillaise*... Louise sera parmi des survivantes transférées à Ravensbrück le 4 août 1944 classées « Nacht und Nebel » et l'une des trente rescapées des « 31 000 », libérées de Mauthausen le 22 avril 1945. « *Après tant d'épreuves, il fallut se réadapter et relancer sa vie* » ; conclut Yves Jégouzo. Pour la mairie de Paris, Ian Brossat souligne l'importance trop longtemps occultée des femmes dans la Résistance. « *Dès 1945, il y a eu une rue Raymond-Losserand... Ce n'est qu'aujourd'hui, à l'aube du 75^e anniversaire de la Libération de Paris, que Louise Losserand est honorée. Hommage à elle et à tous ceux dont le nom n'est pas retenu par l'Histoire* ».

H. A.

L'Allemagne en phase de droitisation ?

Début septembre, l'AfD (Alternative pour l'Allemagne) a remporté près de 900 000 voix aux élections régionales dans le Brandebourg et dans la Saxe. Environ un électeur sur quatre, dont de jeunes hommes, a voté pour ce parti ouvertement raciste.

En Saxe, l'influence de l'AfD est démontrée : jusqu'à 50 % de voix dans certains endroits, mais aussi par des incidents, ces derniers mois. Les marches du PEDIDA (Patriotes d'Europe contre « l'Islamisation » de l'Occident) sont dirigées contre la politique d'ac-

cueil des réfugiés de la chancelière Merkel, mais aussi contre l'intégration à l'Union européenne. À Chemnitz, dans l'ouest de la Saxe, il y a un an, une ratonnade de migrants a éclaté après une dispute qui a fait un mort. Au lieu d'arrêter ces violents néo-

nazis, les politiciens ont déclaré que : « *les problèmes des gens doivent être pris au sérieux*. » Pendant que les partisans de l'AfD fantasment sur les « *mensonges de la presse* » ces mêmes médias ont de façon répétée, fourni une tribune à la propagande raciste de l'AfD. Les résultats dans le Brandebourg sont aussi dramatiques : l'AfD a pu atteindre 23,5 %, en particulier chez les électeurs non mobilisés. La division politique de cet État fédéral est très préoccupante. Pendant que la ceinture autour de Berlin caractérisée par une nouvelle bourgeoisie aisée, permet aux Verts de remporter de très bons scores, l'AfD dans

les zones sinistrées du Sud-Est et du Nord-Ouest, à la périphérie du Brandebourg, égalise presque les résultats de la Saxe. Pour autant, il y a un contre-mouvement. Même si *Die Linke* a perdu des voix dans ces régions, les forces extraparlimentaires y ont été actives. Dans la Saxe, avant l'élection, des manifestations de masse ont réuni 40 000 personnes à Leipzig et à Dresde. Sans ces actions et sans le travail d'éducation qui en découle les scores de l'AfD auraient certainement été plus forts. Les organisations antifascistes se sont engagées à fédérer un puissant réseau contre ces poussées d'extrême-droite.

ULRICH SCHNEIDER



Hermann Hesse, romancier, poète, peintre, conscience et... jardinier

On connaît Hermann Hesse (1877-1962) romancier. On connaît moins, ou pas du tout, Hermann Hesse poète et, sauf exceptions, Hermann Hesse peintre aquarelliste. Il a pourtant été les trois à la fois. Un touche-à-tout ? Certainement pas, car il a pratiqué ces arts avec une grande persévérance et une égale réussite, même si, en peinture, il se considérait volontiers comme un « dilettante ». Il a été aussi une conscience politique européenne à l'égal de Romain Rolland et de Stefan Zweig dans une Europe frappée par deux guerres mondiales, malade des nationalismes. Avec une vingtaine de titres, son œuvre romanesque est monumentale : de *Peter Camenzind* (1904) au *Jeu des perles de verre* (1943), en passant par *Siddhartha* (1922), *Le Loup des steppes* (1927) et *Narcisse et Goldmund* (1930) auxquels il faut joindre quantité de récits, de critiques littéraires ou de recueils de réflexions. Son œuvre littéraire lui a valu en 1946 le Prix Nobel de littérature. Son œuvre lyrique comprend quelques mille cinq cents poèmes publiés en plus d'un demi-siècle dans une douzaine de recueils ; un nombre important de ces « *lieder* » ayant été mis en musique, notamment par Othmar Schoeck et Richard Strauss. Quant aux aquarelles, on en compte plus de mille quatre cents.

Poète ou rien

Né dans une petite ville de la Forêt-Noire, de parents missionnaires piétistes, Hesse sait très tôt qu'il sera écrivain. « *Dès ma treizième année, une chose pour moi était claire, je voulais être poète ou rien* », écrira-t-il dans sa *Biographie abrégée* de



Hermann Hesse et sa famille. Hermann est à droite.

1924. La tentative de ses parents de le vouer au sacerdoce échoue. Quelques mois après son admission au séminaire de Maulbronn, où l'astronome Johannes Kepler et le poète Friedrich Hölderlin avaient étudié avant lui, il se rebelle contre l'institution et sa famille. L'adolescent précoce fugue, puis menace de se suicider. À son père, il écrit : « *J'oublie que vous êtes d'autres gens, sans tache ni défauts, comme la statue, mais comme elle, vous êtes morts. [...] Vous êtes des chrétiens, et moi, je ne suis qu'un homme.* » Ses parents n'ont plus d'autre recours que de le placer en apprentissage chez un horloger d'édifice, puis chez un libraire. Cette période sera la matière de *L'Ornière* (1906). Poète ou rien ? Hesse débute en 1898 et 1899 en publiant deux recueils de poèmes qui passent inaperçus.

Le 1^{er} août 1914, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie, puis deux jours plus tard à la France. Hesse fait partie des intellectuels allemands qui croient que ce conflit sera de courte durée, et qu'il va déclencher le « choc moral » dont l'impérialisme allemand aurait besoin. Les bombardements et l'incendie de la cathédrale de Reims le 19 septembre 1914 vont le faire réfléchir, car il y voit un acte barbare commis contre la culture. Quelques jours plus tard, il publie son célèbre article, « *Oh, mes amis, pas sur ce ton !* », le manifeste d'un intellectuel humaniste non pas contre la guerre, mais contre la haine, premier article d'une série, où il dénonce notamment le boycottage des œuvres de l'esprit pratiqué par des publications allemandes et en appelle résolument à la paix. Ses articles lui valent de violentes attaques dans la presse

et même des lettres de menace. Déclaré inapte au service militaire en raison de sa mauvaise vue, Hesse qui réside en Suisse depuis l'automne 1899 est affecté à Berne à l'Assistance aux prisonniers de guerre allemands auprès de l'ambassade d'Allemagne, avec pour mission de rassembler des livres pour les envoyer dans les camps à l'étranger où croupissent les soldats internés. Dans ce cadre, il édite un journal et une revue, des partitions et même des œuvres littéraires classiques. Dans ces conditions, il est, pour les milieux de droite et d'extrême-droite, « l'embusqué », « l'apatride ». Lors d'un voyage en Italie, il avait fait la connaissance d'une photographe et pianiste suisse, Maria Bernoulli, de neuf ans son aînée, qu'en 1904 il épousera. Trois fils naîtront de cette union. Mais le couple ne s'entend pas. Hesse ●●●

●●● fuit le foyer. En mai 1907, après avoir fait la connaissance des « Frères du soleil », des « apôtres du chou-rave », il fait une cure d'érmitisme au Monte Verità dans le Tessin. En 1911, il effectue avec un ami peintre un voyage à Ceylan et en Indonésie. S'il n'y retrouve pas l'ambiance qu'avaient connue ses parents et son grand-père maternel, Hermann Gundert, spécialiste du malayalam⁽¹⁾, il en rapportera la matière et l'inspiration de certaines de ses œuvres, tels les *Carnets indiens* (1913), *Siddhartha* (1922), le *Voyage en Orient* (1932) et *Le Jeu des perles de verre* (1943).

Crises existentielles

Durant les années de la guerre, les attaques que lui vaut sa position, la charge que constitue l'Assistance aux prisonniers, la mort de son père en mars 1916, la grave maladie – une méningite – de Martin, son fils cadet, et les crises de schizophrénie de son épouse, le plongent dans une crise existentielle profonde. Il entreprend une psychanalyse auprès du Dr Bernhardt Joseph Lang, un collaborateur du Dr Carl Gustav Jung, qui deviendra un ami, et il écrit en trois semaines un nouveau roman *Demian*, qui paraîtra en 1919 sous le nom d'Emil Sinclair, pseudonyme qu'il avait adopté pour signer ses articles pacifistes et ne pas mettre en danger son emploi à l'Assistance aux prisonniers. C'est de cette époque que date sa pratique continue de l'aquarelle d'après nature. Dès 1917, Lang lui avait recommandé de noter et de commenter ses rêves, mais aussi de les peindre. Hesse qui s'est définitivement séparé de son épouse part s'installer à Montagnola dans le Tessin où les paysages l'inspirent. Un second mariage avec Ruth Wenger, fille d'un industriel de la métallurgie zurichoise et d'une auteure de livres pour enfants, de vingt ans sa cadette, est un échec, auquel succède une profonde dépression. Un roman, *Le Loup des*



Hermann Hesse et Thomas Mann.

steppes (1927), et un recueil de quarante-cinq poèmes, *Krisis* (1928), témoignent de la crise de l'écrivain au seuil de ses cinquante ans. *Krisis* évoque sa tentative de noyer son moi dans les plaisirs : le sexe, la danse, le jazz et l'alcool, et, en second plan, les affres de la solitude, la misère de son existence, des séparations, de la maladie, de son alcoolisme. Ninon Dolbin, née Ausländer, Juive originaire de Czernowitz en Bucovine, jeune admiratrice de son *Peter Camenzind* quand elle avait quinze ans, emménage à Montagnola – elle a trente-deux ans, lui cinquante. Ils se marient en septembre 1931.

Face à la terreur hitlérienne

Adolf Hitler accède au pouvoir le 30 janvier 1933. Lucide, Hesse prédit en avril de la même année : « *La terreur hitlérienne régnera sûrement encore longtemps, (jusqu'à ce qu'elle trébuche dans une guerre et la perde, ou qu'elle fasse économiquement faillite.* » Le couple Hesse accueille provisoirement les premiers intellectuels et artistes qui fuient l'Allemagne nazie, tels Thomas Mann et Katia son épouse, Bertolt Brecht et Helene Weigel, et intervient auprès des autorités suisses pour que des exilés puissent demeurer quelques temps dans ce pays – souvent en vain. Par ailleurs, Hesse, qui écrit depuis longtemps dans divers publications des recensions de livres, défend des ouvrages d'écrivains juifs ou ostracisés par

les nazis, et donc la littérature humaniste allemande et étrangère, jusqu'à ce que, en 1935, la censure lui ferme l'accès aux journaux et revues allemands. En 1938, après l'annexion de l'Autriche au Reich allemand, le couple accueille de nouveaux exilés.

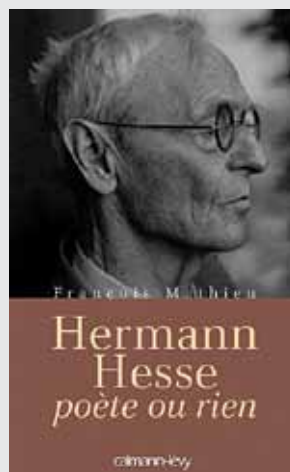
Si la censure hitlérienne interdit la réédition de ses œuvres, le privant ainsi d'une grande partie de ses ressources économiques, elle réserve le même sort à son dernier roman, *Le Jeu des perles de verre*, commencé au début des années trente et achevé fin avril 1942. Devant l'interdiction faite à Peter Suhrkamp de le publier à Berlin, celui-ci donne

son accord pour une publication chez un éditeur zurichois. Il faudra attendre décembre 1946 pour une publication en Allemagne. Ce livre est la biographie fictive de Joseph Valet, dont on suit la formation, la carrière et l'émancipation intellectuelle, dans un pays supposé, la Castalie, à la fois province pédagogique et ordre culturel. Ce récit très complexe reprend les thèmes de l'œuvre toute entière de Hesse, réunis dans un espace spirituel à valeur universelle : le catholicisme, le romantisme allemand, les recherches historiques de Jakob Burckhardt, « grand découvreur de la Renaissance », la philosophie chinoise, la psychanalyse et la pensée de Nietzsche. Hesse nous fait découvrir une nouvelle manière de vivre la culture à travers un jeu nouveau, celui « des perles de verre ». Après la guerre, Hesse n'écrit plus que des nouvelles et des poèmes, tout en entretenant une abondante correspondance avec des amis et des lecteurs. Il est devenu le « vieux sage de Montagnola » qui cultive son jardin. Il meurt le 9 août 1962.

En 1959, Hesse avait écrit « à (s)es critiques » : « *Je ne suis ni catholique ni bouddhiste, ni juif ni musulman. Je suis un poète. Un peintre et un jardinier de surcroît, bref : un modeste panthéiste des champs, des forêts et des prés.* »

FRANÇOIS MATHIEU

François Mathieu est l'auteur de *Hermann Hesse, poète ou rien*. Biographie, Calmann-Lévy, 2012. Il est également traducteur de *Hermann Hesse, C'en est trop*. Poèmes 1892-1962, avec postface, éditions Bruno Doucey, 2019.



(1) Langue du sud de l'Inde.

Refuser la guerre coloniale

Une exposition sur l'exil parisien des déserteurs de la guerre coloniale portugaise (1961-1975) a été présentée fin avril à Paris. Cette histoire méconnue du grand public a pourtant bouleversé la vie de 200 000 jeunes portugais qui ont, pour la plupart, émigré en France.

De 1961 à 1975, le Portugal mena une guerre sanglante dans trois de ses territoires colonisés qui cherchaient à accéder à l'indépendance : la Guinée-Bissau, l'Angola et le Mozambique. Dernier empire colonial en activité en 1961, le Portugal était aussi la plus vieille dictature d'Europe. Depuis 1933, António Oliveira Salazar avait tenu le pays d'une main de fer, sclérosant la société portugaise dans un fascisme ultracatholique à la Pétain. Lorsque les premiers mouvements indépendantistes africains firent parler d'eux, avec notamment l'attaque de la prison de Luanda, le 4 février 1961, par l'UPA⁽¹⁾, le dictateur exhorta les Portugais à partir « *pour l'Angola, rapidement et en force* », amorçant une mobilisation sans précédent dans l'histoire du pays. Son disciple Marcelo Caetano, qui lui succédera en 1968, n'aura de cesse de chercher les fonds et les hommes nécessaires au renforcement de l'engagement de ce petit pays dans un conflit très étalé géographiquement.

Cette guerre coloniale prendra très rapidement des airs de Vietnam : guérillas soutenues par les populations locales, massacres perpétrés contre les civils par l'armée régulière et les commandos, utilisation récurrente de napalm et de mines antipersonnel. Selon l'historienne Irène Pimentel⁽²⁾, ce conflit aurait provoqué la mort de près de 9 000 soldats, 5 000 civils portugais et plus de 100 000 civils africains. De plus, au moins 20 000 soldats reviendront handicapés

ou mutilés au Portugal ; les mines ont fait des ravages. Plus de 140 000 personnes resteront traumatisées à vie. Le front à couvrir par l'armée portugaise était si grand, que le conflit devint rapidement un gouffre financier, 40 % du budget de l'État, et humain ; plus de 500 000 soldats au total. Pendant la guerre, le Portugal était le pays occidental comptant le plus d'hommes en armes, à l'exception d'Israël. Proportionnellement à la population totale, la mobilisation fut équivalente à celle des États-Unis au Vietnam.

Déserteurs, réfractaires, exilés...

En réaction, le pays est peu à peu gagné par un important mouvement de jeunes hommes qui refusent d'être incorporés dans l'armée portugaise et/ou d'être mobilisés pour les colonies. L'historien Miguel Cardina⁽³⁾, qui s'est appuyé sur les archives de l'armée portugaise, a comptabilisé près de 9 000 déserteurs. 20 000 réfractaires auxquels s'ajoutent plus de 200 000 hommes qui ne se sont jamais présentés à l'appel de leurs régiments entre 1961 à 1974. La plupart d'entre eux se sont exilés en France, allant jusqu'à constituer 20,3 % des Portugais qui répondent au besoin en main-d'œuvre de l'Hexagone pendant les « Trente Glorieuses ». D'autres se sont installés au Luxembourg, en Suède, aux Pays-Bas, au Danemark, en Allemagne, en Belgique ou au Royaume-Uni... Quelles que soient les destina-



Suite au massacre de centaines de colons et de colonisés par l'UPA, le 15 mars 1961, Salazar envoya quatre compagnies pour renforcer la garnison militaire en Angola.

tions finales de l'exil, le lieu de passage obligé était presque toujours la ville de Paris où beaucoup d'immigrés portugais avaient déjà élu domicile. Ainsi, ce sont souvent des réseaux familiaux ou amicaux, des organisations politiques et caritatives françaises (Cimade) ou des comités de soutien aux déserteurs portugais basés à Paris qui leurs sont venus en aide.

De 1957 à 1974, on estime à 900 000 le nombre de Portugais qui émigrent en France, dont la moitié illégalement. En 1975, la population portugaise de l'Hexagone atteint 750 000 personnes, formant la première communauté étrangère en France. Dans la région parisienne, cette population marque les lieux et le paysage. Les cafés, les chantiers, les usines, les marchés, les salles des fêtes ou les théâtres franciliens sont rythmés par cette communauté. Certaines figures deviennent plus connues du grand public, comme le chanteur engagé – et déserteur – Luís Cília, qui a accompagné sur scène Georges

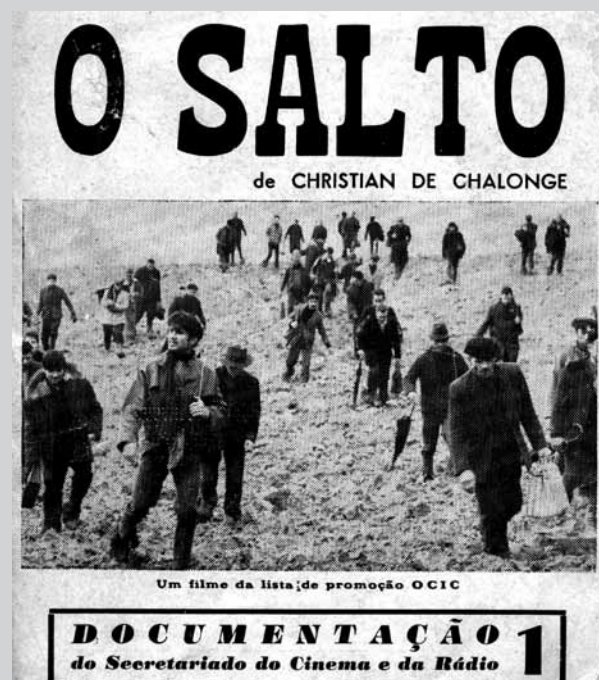
Brassens ou Paco Ibañez, le poète – et déserteur – Manuel Alegre, le comédien – et insoumis – Luis Rego (voir notre invité du mois), ou l'enseignant – et réfugié politique – Mário Soares, futur Premier ministre et président de la République.

Malgré ces exemples, l'histoire des déserteurs, réfractaires et insoumis des guerres coloniales portugaises semble largement méconnue et oubliée. D'abord au Portugal mais encore plus en France. Le traumatisme des guerres coloniales est encore bien présent dans la société portugaise. La monumentalisation de la « Révolution des œillets » a, paradoxalement, également contribué à faire basculer dans l'oubli les aspects plus sombres de la dictature. D'abord, par ce qu'en tant que nouveau mythe national, elle a tendu naturellement à gommer la complexité de l'Histoire. Ensuite car cette « mémoire faible », selon la désignation de l'historien Enzo Traverso, met à mal la figure héroïque de l'armée portugaise. Un groupe ●●●

(1) União dos Populações de Angola, mouvement anticolonial angolais fondé en 1956 par Holden Roberto.

(2) Irène Pimentel, *50 anos depois do início das guerras coloniais, alguns dados para avivar a memória*, Jugular, 2011.

(3) Miguel Cardina, *Guerra à guerra. Violência e anticolonialismo nas oposições ao Estado Novo*, *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 88 | 2010, 207-231.



À gauche: affiche du film *O salto* de Christian de Chalonge (1966).

Ci-dessus: *Refuser la guerre coloniale*. Affiche de l'exposition.

Ci-contre: Pochette du disque *Grandola vila morena* de José Afonso, l'hymne de la Révolution des œillets.

●●● de capitaines⁽⁴⁾ est à l'origine du coup d'État militaire du 25 avril 1974, qui mit fin à la plus longue dictature d'Europe.

Perspectives contre l'amnésie ?

Au Portugal, le travail historique sur la colonisation et la décolonisation, relativement récent, ouvre des perspectives nouvelles, notamment grâce aux historiens africains. Depuis une dizaine d'années, la thématique est également traitée par une génération d'artistes qui n'ont pas connu la guerre. Citons par exemple les films *Tabou* de Miguel Gomes, *Lettres de la guerre* de Ivo Ferreira ou encore *Terra Nullius* de Salomé Lamas.

Si les déserteurs continuent d'être vus comme des « traîtres à la patrie » ou des « planqués », de récentes initiatives, construites par des anciens exilés⁽⁵⁾ ou des chercheurs⁽⁶⁾, tendent à changer cette image et à faire surgir ces questions dans l'espace public. En France, l'amnésie est probablement due au fait que cette histoire est située au carrefour de deux angles morts de l'historiographie : l'histoire des immigrés

en France et l'histoire du colonialisme. Pour désigner encore plus précisément ces zones d'ombres, nous parlons ici de l'histoire des luttes des immigrés en France, notamment lorsqu'ils sont clandestins, et celle des conflits coloniaux. Les guerres d'Indochine et d'Algérie restent, pour de nombreuses raisons, des sujets difficiles à aborder publiquement en France, voire carrément tabous. Il suffirait, à titre d'exemple, de citer les polémiques suscitées par la sortie des films *Indigènes* et *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb. Qui se souvient des arrivées massives de Portugais à la gare d'Austerlitz ? Qui se souvient des soirées de soutien aux déserteurs qui faisaient salle comble dans toute la région parisienne ? Qui se souvient du concert à la Mutualité sur « la chanson de combat portugaise » en 1970 ? Qui se souvient du succès en salle du film français *Le Salto* de Christian de Chalonge, prix Jean Vigo 1968, qui met en scène un insoumis portugais qui émigre clandestinement jusqu'à Paris ? Qui se souvient de la manifestation du 1^{er} mai 1974 qui a rassemblé des milliers de Portugais immi-

grés sous la bannière de la lutte contre la guerre coloniale et pour la liberté ? Qui se souvient que l'hymne de la révolution portugaise, *Grandola, vila morena* de José Afonso, a été enregistré en banlieue parisienne par le compositeur – et déserteur – José Mario Branco ? Qui se souvient que le chanteur et déserteur portugais Luís Cília passait régulièrement à la télévision française ? Qui se souvient que l'acteur et le musicien Luis Rego a été enfermé deux mois dans les geôles de Salazar parce qu'il avait également refusé d'incorporer l'armée coloniale ? Pour pallier cet oubli, Mémoire Vive/Memoria Viva, une association qui s'est fixée comme tâche de « recueillir la mémoire de l'immigration portugaise dans un esprit d'échange et d'ouverture » a entrepris depuis quelques années un travail spécifique sur le sujet. Du 19 avril au 5 mai dernier, elle a présenté une exposition documentaire sur cette thématique à la Maison du Portugal de la Cité internationale universitaire de Paris. Organisée autour d'un parcours chronologique et en chapitres, rythmés par les textes de l'historien Victor Pereira⁽⁷⁾,

l'exposition faisait la part belle aux documents d'archives⁽⁸⁾, aux objets personnels et aux vidéos, témoignages, images d'archives d'époque. Un choix de mise en scène qui permettait d'appréhender la dimension intime de l'engagement anticolonial et antifasciste de cette immigration. Les pièces présentées au public (livres, vinyles, films, affiches) témoignaient également de la richesse de ses productions artistiques, intellectuelles et politiques. Un catalogue, publié bientôt, présentera les pièces exposées avec les textes de Victor Pereira. L'exposition a été conçue pour être itinérante et devrait être montrée, dans les années à venir, dans plusieurs villes françaises qui ont été marquées par l'histoire de l'immigration portugaise. Une façon d'inscrire cette histoire dans le territoire qui l'a vu fleurir.

HUGO DOS SANTOS,
président de l'association
Memoria viva

<https://www.memoria-viva.fr/>

■ À lire de Jean Lemaître : *Grandola, vila morena, le roman d'une chanson*, éditions Otium, 2019.

(4) Le Mouvement des forces armées (MFA) s'est radicalisé par refus de la guerre coloniale.

(5) L'Association des exilés politiques 1961-1974 a publié deux recueils de témoignages Exilios 1 & 2. <http://aep61-74.org>

(6) Le projet CROME, lié à l'université de Coimbra et dont fait partie l'historien Miguel Cardina. <https://crome.ces.uc.pt/>

(7) Auteur de *La Dictature de Salazar face à l'émigration*. Les presses de Science Po. 2012, Paris.

(8) La plupart des documents sont des dons personnels déposés par l'association à la Contemporaine, fonds d'archives d'histoire contemporaine.

Aube

Un camp à Troyes, le centre Jules-Ferry

L'histoire occultée et surprenante d'un groupe scolaire transformé en camp par l'occupant nazi. Épisode 1.

J'ai découvert ce surprenant intitulé : « camp de concentration » dans un courrier adressé par le préfet de l'Aube, en février 1943, aux autorités allemandes occupantes. Le groupe scolaire Jules-Ferry de Troyes, belle école laïque créée en 1912, rues Pierre-Murard ⁽¹⁾ et Jean-Lacoste, a été utilisé, durant l'Occupation, par l'administration française, sous le strict contrôle de l'occupant, pour y interner différentes personnes en provenance d'autres prisons ou de territoires « sensibles ». Bien que cette école soit devenue un lieu de mémoire, elle n'avait fait l'objet d'aucune reconnaissance de la part de la ville. Dans une communication pour la Société académique, Jean-Claude Bibolet, s'en étonnait déjà en 2005 ⁽²⁾. En 2015, François Baroin, maire de Troyes, a compris la nécessité d'une telle commémoration et une plaque a été apposée dans l'école. Cette belle cérémonie a eu lieu en présence des élus troyens, des enfants, des enseignants mobilisés pour l'occasion et de deux anciens détenus : Arthur Vincent et Léonie Konieczka, vice-présidente de la FNDIRP.

Pendant ce temps au Nord

La guerre vient de se terminer par la défaite écrasante de l'armée française. Paris tombe le 14 juin 1940. Pétain appelle à la capitulation le 17 juin ; puis De Gaulle demande aux militaires de le rejoindre. L'Armistice est signé dans la clairière de Rethondes le 22, entre le général Huntziger et l'Allemand Keitel. ⁽³⁾ 1 500 000 soldats sont fait prisonniers. La collaboration du régime de Vichy est bien connue depuis les travaux de l'historien américain Robert Paxton en 1973 ⁽⁴⁾. Vichy « offre » des prisons et des centres d'enfermement, pour mieux canaliser prisonniers de guerre et personnes indésirables. C'est le cas, au début de l'Occupation, des citoyens anglais, belges et polonais. Quelque 83 000 Polonais sont encore sous les drapeaux français lors de la capitulation. Ils ont émigré et se sont engagés à la mi-septembre 1939, suite à l'invasion hitlérienne de leur pays. Un gouvernement polonais en exil se reconstitue en France. Après la défaite, tous les Polonais deviennent suspects aux yeux des Allemands et des vichystes.

La méfiance vis-à-vis des Anglais est encore plus grande. Leur corps expéditionnaire est venu se battre en France. Ce sont donc des ennemis pour l'Allemagne qui a fait 60 000 prisonniers parmi eux. Le tragique épisode de Dunkerque a permis à l'armée anglaise de réembarquer, au prix de lourdes pertes et du sacrifice de l'armée française dans la poche de Lille.

L'Allemagne, après sa victoire éclair, envisage avec le plan Seelöwe de débarquer au Royaume-Uni. La zone



nord, sous commandement allemand, est donc « nettoyée » de ses Britanniques. L'armée allemande commet déjà des massacres de civils, de prisonniers anglais et de tirailleurs sénégalais. L'épisode de Mers-El-Kébir, le 3 juillet, donnera à Pétain un nouveau prétexte pour « glisser » dans la collaboration. « *La France battue se trouve pratiquement en guerre avec le même ennemi que son adversaire vainqueur* » ⁽⁵⁾. L'Angleterre, par crainte de voir la flotte française tomber aux mains de l'Allemagne, la détruit presque complètement dans cette ville côtière algérienne. Il y aura plus de mille marins français tués.

Le commandement allemand à Bruxelles fait expulser de la « zone rouge », c'est-à-dire de la côte du Nord, les « indésirables » : Anglais, Belges, Polonais. Avec eux, une centaine de Juifs venus de la caserne Foch à Saint-Omer, ainsi que des prisonniers politiques, communistes pour la plupart, de la région parisienne. Certains d'entre eux, venant de Fresnes, sont enfermés aux Hauts-Clos. ⁽⁶⁾ Il y a aussi quelques prostituées qui feront commerce avec la Gestapo au grand dam des autorités civiles françaises. Ces gens enfermés à Jules-Ferry sont le plus souvent regroupés sous l'appellation de « refoulés » du Nord et du Pas-de-Calais. Ils ont été transportés, comme pour les déportés, en wagons fermés, pourvus, dans leur cas, de banquettes de bois. Ils ont été interdits de descendre pendant trois jours et deux nuits. Du ravitaillement leur parvient cependant grâce à la Croix-Rouge.

À suivre.

Jean Lefèvre

(1) Lieutenant FTPF, tué pendant la Libération de Troyes.

(2) Auteur d'une étude succincte sur l'occupation de l'école.

(3) Le général Charles Huntziger en profite pour proposer aux Allemands une collaboration militaire.

(4) Auteur du très remarqué *La France de Vichy*.

(5) La devise pétainiste « Travail, Famille, Patrie » faisait partie de la propagande. À mesure que les mois passaient, elle se transforma en « Tracas, Famine, Patrouilles », formule qu'inventa le poète Léon-Paul Fargue.

(6) La Kommandantur ordonne au préfet, le 2 octobre 1941 d'aménager l'hôpital des Hauts-Clos en « prison pour communistes ».

Sarthe

Un mémorial pour se souvenir

Le 28 avril 2019 était inauguré au Mans le Mémorial des Déportés de la Sarthe, en présence des autorités civiles et militaires. Parmi plusieurs centaines de personnes concernées par l'évènement, nous pouvions reconnaître de nombreuses familles de déportés adhérents ou amis de la FNDIRP.

Après la lecture du message commun des associations de déportés ou mémorielles, il a été procédé aux dépôts de gerbes traditionnels. Dans un deuxième temps, eut lieu l'inauguration du mémorial comportant 1 502 noms. Ce mémorial est destiné à ne pas oublier les vivants et les morts, tous victimes du nazisme dont les noms sont inscrits ensemble sur des plaques d'acier inox.

Un collectif d'associations avait été créé fin 2013. Constatant la convergence d'objectifs des Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation et de l'Association des déportés, internés et familles de disparus, il est alors décidé de responsabiliser deux associations pour mener l'ensemble du projet avec les Amis de la FMD et le Souvenir français. Notre ADIRP a immédiatement pris des responsabilités dans ce travail important. Un groupe de quatre historiens ayant été nécessaire, nous avons pris la tâche de coordonner, d'organiser et de faciliter leurs rencontres. Ce travail a nécessité des compétences, de la méthode, du temps. Des déplacements ont été effectués vers les archives concernées, pour ne pas faire confiance systématiquement à des sites internet. Nous avons mis quatre ans à « construire » cette liste de 1 502 victimes. La première difficulté ayant été de définir les critères à respecter pour chacune d'entre elles. Le premier débat à ce sujet a été difficile. Savoir si l'on établissait cette liste dans le but de comptabiliser seulement les déportés résistants, ou ceux décédés, partis exclusivement depuis la Sarthe n'était pas évident. Auquel cas, il était nécessaire de les identifier en se référant à l'histoire locale de la Résistance, des arrestations et des transports depuis le département. Ou bien le but était-il de faire un véritable lieu de mémoire comprenant tous les déportés, quelles que

soient les raisons de leur transport ? C'est l'option choisie définitivement avec l'obligation d'en rechercher la vérité au plus près de la réalité. Nous partions de listes d'adhérents à nos associations ou de travaux divers d'historiens n'ayant pas eu les mêmes contraintes, les mêmes objectifs ou les mêmes moyens. Les critères de départ ont évolué au fur et à mesure de nos travaux avec la prise en compte des arrestations en Allemagne, des déportés vers les prisons... Une dernière liste a été définitivement constituée, le 13 mars 2019, et approuvée par la Fondation pour la Mémoire de la Déportation. 1 502 noms comprenant 1 098 déportés de répression (surtout des résistants), 404 déportés israéliens dont 81 enfants, tous disparus. Il restait deux semaines à l'entreprise Williamey pour réaliser les inscriptions au laser et construire la structure d'acier inox avant le 28 mars.

Une liste approuvée par tous

Aujourd'hui, elle comprend cette liste définitive pour ce Mémorial des déportés de la Sarthe. Figurent sur ce monument les noms des déportés nés en Sarthe, ainsi que celui des déportés ayant habité en Sarthe ou ayant eu une activité professionnelle en Sarthe ou ayant fait de la Résistance en Sarthe, ou ayant été arrêtés en Sarthe, ou ayant transité par une prison ou un camp en Sarthe au moment de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945), quels que soient le lieu de leur arrestation et le motif de leur déportation (répression ou persécution).

Les noms sont classés par ordre alphabétique et précédés du prénom. Le nom qui figure sur le monument est celui connu au moment de l'arrestation. Pour les femmes, il peut s'agir du nom de jeune fille ou du nom de mariage.

Les déportés non revenus sont repérés par un point situé entre le nom et le prénom. L'âge des enfants de moins de seize ans est indiqué. Cette liste a été soumise à la Fondation pour la mémoire de la Déportation, qui l'a approuvée. Le coût du monument et des frais annexes est de 30 000 €. Comment avons-nous assuré le financement ? Par une souscription ouverte en priorité aux dix-sept associations du collectif. La FNDIRP et l'ADIRP y ont généreusement contribué en faisant appel aux adhérents. Les aides des collectivités locales, les dons personnels et de sponsors ont été gérés par le Souvenir français, chargé de la gestion financière du projet.

Yves Voisin



© Christian Molais

« L'ennemi est toujours le même »

Paul Drossart était membre d'Amnesty international et de la FNDIRP, trésorier de la section de Lomme, fidèle jusqu'à sa mort, en 1984, à la mémoire de son ami et condisciple Jacques Colin. Écoutons-le et souvenons-nous.

« Dans la cellule 117 de la prison de Loos où l'on m'a poussé, deux détenus pleuraient. Le troisième que je remplaçais avait été fusillé deux heures plus tôt. Il s'appelait Snoeck⁽¹⁾. Il était, je crois, maître d'hôtel au Touquet. Cette nuit-là, pourtant, nous avons dormi. Moi, parce que j'avais vingt ans et que je n'avais pas connu ce fusillé dont j'occupais la paillasse. Mes deux compagnons, parce que pour la première fois depuis plusieurs semaines, la veilleuse n'était pas allumée dans la cellule : aucun de nous trois n'était condamné à mort. Dans la cellule voisine, il n'y avait qu'un seul détenu. C'était un "terroriste". Tous les soirs, les gardiens allemands lui passaient les menottes pour la nuit. Nous frappions alors quelques coups au mur, et il nous répondait. Nous avons entrevu son visage grâce au morceau de miroir que nous glissions dans un interstice du judas. Il était très jeune.

On l'a emmené au petit matin. Celui-là, je n'ai jamais connu son nom. Il en est d'autres dont j'ai seulement entendu la voix. C'était plus tard, à Fresnes, deuxième division. Les fournées pour le mont-Valérien. "Adieu, camarades ! Vive la France !" Eh bien, il faut le dire, nous n'avons pas osé leur répondre. Et le remords ne nous a pas empêchés de vivre. Mais il me remonte au cœur et à la gorge en cette matinée du 27 septembre⁽²⁾. Il y a toujours des hommes d'ordre, des hommes politiques et des journalistes français pour oser appeler « terroristes » des combattants de vingt ans qui n'ont pas frappé au hasard. Il y a toujours, et pour la défense de la même cause, des morts à l'aube, des appels sans réponse, et pour d'autres qui sont ou se croient les frères des martyrs, la rage impuissante, le défoulement des pleurs et des cris, et pour finir, la honte. Rassurez-vous, elle s'endort assez vite.

Je n'ai rien d'autre à apporter aux cinq fusillés de ce matin que ce réveil insupportable de ma honte. Ce qui compte, au demeurant, ce n'est pas le cri du cœur, c'est le témoignage, c'est l'évidence qui s'impose à moi dans cette superposition d'images, cette sensation de "déjà vécu" : rien n'a fondamentalement changé depuis quarante ans dans le combat des hommes libres. L'ennemi est toujours le même, la victoire aussi incertaine. Et ceux qui croient gouverner la France ont à répondre de leur silence complice. »

**Paul Drossart,
27 décembre 1975.**

(1) Roger Snoeck, trente-quatre ans, avait été condamné à mort et exécuté au Fort Bondues le 20 juillet 1943, avec deux autres habitants du Touquet pour avoir caché un aviateur canadien dont le bombardier s'était écrasé.

(2) Le 27 septembre 1975, cinq combattants antifascistes étaient fusillés, dernière vague d'exécutions capitales avant la mort de Franco deux mois plus tard.

Paul Drossart, né en 1923, était étudiant en classe de première supérieure au lycée Faidherbe de Lille, lorsqu'en octobre 1942, il s'engage dans le mouvement Défense de la France, recruté par Jacques Colin. Son rôle ? Assurer la circulation parmi les étudiants de tracts et du journal *Défense de la France*. Arrêté par la Gestapo le 20 juillet 1943 sur dénonciation d'un agent infiltré, Serge Marongin dit « Élio », il fait partie d'une vague qui compte à Paris Geneviève de Gaulle et Jacques Lusseyran, et dans le Nord, Jacques Colin et son père Alfred. Interné dans la prison de Loos-lez-Lille jusqu'au 10 août 1943, il sera comme Jacques Colin transféré à la prison de Fresnes. Il est libéré le 13 octobre 1943. Jacques Colin est mis au secret à la prison d'Amiens puis au Cherche-Midi, avant d'être déporté début 1944 à Buchenwald puis à Dachau, où il meurt le 18 mai 1945, juste après la libération du camp. Paul Drossart sera professeur agrégé de lettres, père de cinq enfants.

**Cécile Drossart-Masson
ADIRP de Paris**

Corrèze

À Brive, un projet remarquable

Fruit du travail collectif de trois établissements brivistes publics et privé, le lycée général et technologique Georges-Cabanis, l'ex-lycée professionnel Danton récemment renommé « Simone-Veil » et l'ensemble scolaire Edmond-Michelet, unissant leurs différentes sections dans le cadre d'une large pluridisciplinarité sous le pilotage et la coordination de Céline Buge et Nelly Cabanot, cette initiative, soutenue par la FNDIRP, s'est concrétisé en trois volets. Présentation.

Le film documentaire *Brive-Terezin : parcours d'enfances juives dans la guerre, 1939-1945*, premier volet, a obtenu le premier prix départemental du CNRD en catégorie Lycées - Mémoires collectifs et le premier prix académique lui ouvrant les portes du concours national. Avec l'ensemble du projet, il recevait également le prix spécial de la citoyenneté, délivré par l'académie de Limoges dans la catégorie Lycées et le prix Germaine-May 2019 de la LICRA. Pour l'académie de Limoges, il concourt au

prix de l'Audace artistique et culturelle de la Fondation culture et diversité.

Au lycée Cabanis, une plaque rappelle la rafle de six jeunes réfugiés juifs, le 26 août 1942. Une émouvante cérémonie, dirigée dans l'après-midi du 29 mai par Céline Buge et Nelly Cabanot, a donné lieu au dévoilement d'une plaque complémentaire rappelant leurs noms : Fritz David, Walter Loeb, Herbert Menkes, Georg Reichenfeld, Heinrich Rosenthal et Ludwig Scheucher.

Seul, ce dernier survivra à la déportation. L'inauguration de cette plaque est fixée au 11 novembre. Avant de prendre la parole à tour de rôle, les trois chefs d'établissement recevaient chacun une plaque souvenir. François David composait son intervention autour de la citation d'Amin Maalouf : « L'idéal, tel que les miens l'ont vécu, et tel que j'ai toujours voulu le vivre, exige de chacun qu'il assume l'ensemble de ses appartenances, et un peu aussi celle des autres. Comme tout idéal, on y aspire sans jamais l'atteindre complètement, mais ●●● »



●●● l'aspiration elle-même est salubre, elle indique la voie à suivre, la voie de la raison, la voie de l'avenir. J'irai même jusqu'à dire que c'est cette inspiration qui marque, pour une société humaine, le passage de la barbarie à la civilisation. Tout au long de mon enfance, j'ai observé la joie et la fierté de mes parents lorsqu'ils mentionnaient des amis proches appartenant à d'autres religions, ou à d'autres pays. C'était juste une intonation dans leur voix, à peine perceptible. Mais un message se transmettait. Un mode d'emploi, dirais-je aujourd'hui. En ce temps-là, la chose me semblait ordinaire, je n'y pensais guère, j'étais persuadé que cela se passait ainsi sous tous les cieux.

C'est bien plus tard que j'ai compris à quel point cette proximité entre les diverses communautés qui régnaient dans l'univers de mon enfance était rare et combien elle était fragile. Très tôt dans ma vie j'allais la voir se ternir, se dégrader puis s'évanouir ne laissant derrière elle que des nostalgies et des ombres... » (Le Naufrage des civilisations, Grasset 2019, pages 13 et 14).

Sortis du tombeau de l'oubli

Avant de les féliciter pour les nombreuses récompenses obtenues, Frania Haverland, très émue, concluait : « À ces six jeunes raflés, vous avez redonné une vie, une existence. Vous les avez sortis de l'anonymat, du tombeau de l'oubli. Vous ne les oublierez plus. Du fond du cœur et au nom de la FNDIRP, je vous adresse un très grand merci pour votre travail de mémoire. C'est vous, les jeunes d'aujourd'hui, qui feraient, par les valeurs que

vous porterez, un monde meilleur, un monde de fraternité entre les hommes et les peuples. Je crois en vous et je compte sur vous. »

Enfin, l'objectif principal du projet, le spectacle théâtral et musical *Brundibar* ou l'arme et des larmes d'enfants face à la barbarie nazie, était présenté le 29 mai en soirée à la salle culturelle d'Allasac. Acteurs, musique assistée par ordinateur (MAO), vidéo et orchestre concouraient ensemble à un spectacle parfaitement réussi, prenant et émouvant. Ses huit tableaux emmenaient, à travers un dialogue onirique, la jeunesse d'aujourd'hui, représentée par Antonin, élève du lycée Cabanis, revisiter l'histoire, de 1939 à 1945, et suivre les parcours de Ludwig Scheucher, raflé à Brive, d'Helga Weisssova, déportée à Terezin, auteure du *Journal d'Helga*, et d'Hanus Hachenburg, déporté à Auschwitz, auteur de *On a besoin d'un fantôme*.

Dans le cinquième tableau est interprété, dans la version présentée à Terezin le 20 août 1944 devant la Croix-Rouge Internationale, l'opéra pour enfants *Brundibar*. Jojo et Annette ont besoin d'un peu d'argent pour sauver leur maman malade, qu'ils espèrent gagner en chantant dans la rue. Mais *Brundibar* (le bourdon), qui occupe la rue avec son orgue de barbarie, les fait chasser. Avec l'aide du chat, du chien, du moineau et d'écoliers, ils parviennent à se débarrasser de *Brundibar*.

Après la remise du prix Germaine-May par le représentant de la LICRA, la conclusion

de ce spectacle et de cette journée revenait tout naturellement à sa marraine, Frania Haverland.

« Résister à tout ce qui nous entraîne vers le néant... »

Après avoir remercié d'avoir été choisie dans le cadre du partenariat de la FNDIRP, elle adressait ses très vives félicitations aux initiateurs, organisateurs, réalisateurs, acteurs et autres participants. « C'est dans un état émotionnel très fort, a-t-elle dit, que j'ai vécu de bout en bout ce spectacle qui nous appelle à la mémoire, au souvenir de tous ceux qui ont été broyés par la machine nazie... à une vraie résistance aux menaces qui pèsent sur nous aujourd'hui », ajoutant : « Les événements actuels... nous inquiètent, nous les derniers déportés survivants qui avons vécu avant l'enfer tous les prémices annonciateurs. Je veux néanmoins rester optimiste et surtout dire à notre jeunesse, qui se lève pour résister à tout ce qui nous entraîne vers le néant, que je crois en elle et que je compte sur elle en me disant que, dans ce combat, il y aura nécessairement une place pour la fraternité entre les hommes et entre les peuples, à commencer par une Europe harmonieuse et solidaire dont nous avons tant besoin. Un grand merci à tous du fond du cœur ». Outre Frania Haverland, Marie-Josette Mariaud et Alain Rivet représentaient la FNDIRP. Marie-Josette Mariaud, Sylvie Codecco et Jean-Pierre Verron pour l'ADIRP 87.

Marie-Josette Mariaud et Alain Rivet

Hauts-de-Seine

Parler d'amour sachant que l'on va mourir...

Le collège Jean-Macé, le lycée Isaac-Newton, deux établissements scolaires de la ville de Clichy, ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation.



Au lycée Isaac-Newton dévoilement de la plaque Marie-Bréchet, en présence des personnalités locales.

Malgré le bon travail de tous, apprenants et professeurs, un seul établissement est récompensé par le jury départemental, composé d'enseignants et de représentants d'associations de Résistance et de Déportation. Mais il s'agit d'un concours. Ne pas recevoir de récompense n'est pas une sanction. La satisfaction d'avoir participé et d'apprendre l'histoire des patriotes résistants et victimes de la Déportation mérite, pour tous, les félicitations. L'établissement ayant reçu le deuxième prix de sa catégorie

est le lycée Isaac-Newton. Son engagement dans le CNRD commence par une rencontre de la FNDIRP avec Elvire Samper-Roser, proviseure, et le professeur d'histoire Jean-Philippe Giraud. Leur choix a été de retenir le parcours du cheminot Constant Launay, résistant déporté dans le convoi dit « des 45 000 », dont une stèle aux ateliers de Clichy conserve la mémoire. Nous avons été la découvrir avec l'aimable autorisation de la SNCF, qui nous a accompagnés. Merci aux cheminots de 2019 ! Furent

également retenus les parcours d'André et Marie Bréchet pour travailler notre mémoire collective sur leur engagement et leur courage à tous deux, prenant le chemin de la Résistance dès juin 1940, après la démobilisation d'André. André, fiché depuis 1938 par la police des Renseignements généraux, fut l'un des réorganiseurs du Parti communiste aux côtés de Rol-Tanguy. Marie, sans connaître l'ensemble des responsabilités d'André, prendra sa part dans la Résistance naissante.

Un travail collectif

La proviseure, en charge de 1 400 élèves et de l'équipe pédagogique, a pris le temps de recevoir la FNDIRP avec le professeur volontaire et bénévole pour ce travail avec les élèves. Le travail a commencé par la découverte du courage de Marie Bréchet, ouvrière blanchisseuse, mère d'un petit garçon de onze ans, dont le nom fut proposé par la proviseure pour nommer la salle du conseil de l'établissement. Son inauguration s'est tenue le

27 mai dernier, Journée nationale de la Résistance, anniversaire de la signature du programme du Conseil national de la Résistance. Après la cérémonie officielle devant la stèle en la mémoire de Jean Moulin, tous les présents étaient invités par le maire René Muzeau à se rendre au lycée, accompagnés par Céline Calvez, députée de Clichy-Levallois et de nombreux élus. Valérie Péresse, présidente du Conseil régional et Caroline Coblentz, conseillère régionale, étaient excusées. La lecture par les élèves d'un texte qu'ils avaient préparé sur la vie de Marie Bréchet avant la guerre et durant la Résistance et celle d'André, qui s'arrête le 28 août 1941 dans la cour de la prison de la Santé, celle de sa dernière lettre à Marie, le 27 août, alors qu'il sait qu'il va mourir, parlant d'amour à son épouse, à son fils, à sa patrie et à son Parti, seront chaleureusement applaudies... Rendez-vous est pris pour la rentrée avec le thème du concours de 2020 : « 1940 : entrer en Résistance, comprendre, refuser, résister. »

Jean-Pierre Raynaud

Rhône Mémoire

Lundi 27 mai, les salons de la préfecture du Rhône accueillaient la remise des prix du Concours de la Résistance et de la Déportation en présence du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes et des représentants de la Région, du président départemental, des autorités civiles et militaires, du recteur de l'académie du Rhône, des présidents d'associations, ainsi que des professeurs des collèges et lycées ayant participé au concours. Le deuxième prix dans la quatrième catégorie des classes de 3^e a été attribué au collège Notre-Dame-des-Minimes de Lyon, 3^e COP, et remis par Albert Kouzoubachian, président du comité départemental de la FNDIRP.

À 17 h 30, la célébration de la Journée nationale de la Résistance sur l'esplanade de la Déportation et de la Résistance marquait aussi le 75^e anniversaire du bombardement de l'été 1944 à Givors.

Jean Curial



Aude

Projets novateurs

Dans l'Aude, la jeunesse ne manque pas d'imagination pour travailler le Concours national de la Résistance et de la Déportation. Exemples.



En mars 2018, quatre élèves du collège Victor-Hugo participaient au Concours national de la Résistance et de la Déportation, présentant un travail sur la Centrale d'Eysses titré *Eysses, ici Eysses !...* La pertinence de cette création avait séduit le jury départemental de correction à Carcassonne, puis le jury académique de Montpellier. Les élèves ont fait preuve d'une imagination téméraire, prenant comme modèle la chanson *Nuit et Brouillard* de Jean Ferrat pour créer leur propre texte en hommage aux 1 200 détenus d'Eysses. Leur témérité a payé. La rectrice de Montpellier leur a offert un passage sur scène devant un parterre montpelliérain choisi. Le lecteur se contentera de lire les paroles ou de se procurer la clé USB de l'événement. Autre possibilité : fredonner tout en lisant. Effet solennel garanti.

Paroles : « *Ils étaient un millier, ils étaient mille deux cents/Prisonniers mais toujours l'âme d'un combattant/Qui bravaient le danger luttant clandestinement/Ils étaient un millier, ils étaient mille deux cents/L'espoir les guidait, la confiance les portait/Leur liberté ôtée les avait révoltés/S'échapper demeurerait leur seule volonté/Ne sachant pas quel sort leur était réservé/*

Armes et munitions, mais où donc les trouver/Des gardiens en prison les leur procuraient/Ils rêvaient chaque instant d'une belle évasion/S'organisant au mieux tous bercés d'illusions/Ils s'appelaient Angel, Gabriel, Félicien/Leur maître mot était la solidarité/La France, elle le sait, vous doit la liberté/Et nous nous engageons à ne pas oublier.

Le moment fut venu d'enfin prendre les armes/Ils ne pouvaient prévoir la subite alarme/Tout devint compliqué et surtout inégal/Rejoindre le maquis fut hélas mis à mal/Pendant près de dix heures la bataille fit rage/La milice pointe les fusils-mitrailleurs/Et le canon SS menace à l'extérieur/Les détenus résistent avec force et courage./

La révolte a échoué, voilà les représailles/Vous ne méritiez pas de perdre la bataille/Les sanctions seront dures et hélas sans pitié/Cinquante pauvres otages dont douze fusillés/Darnand tu vois, t'as eu ce que tu voulais/Va retrouver Pétain, retourne à ses pieds/« Maréchal me voilà », c'est ce que tu dirais ! La collaboration a bien fonctionné !

Ils étaient un millier, ils étaient mille deux cents/Prisonniers mais toujours l'âme de combattants/Qui bravaient le danger, luttant obstinément/Ils étaient un millier, ils étaient mille deux cents. »

Au Colloque Germaine-Tillion

Le 12 avril dernier, le colloque Germaine-Tillion se tenait au lycée Germaine-Tillion de Castelnaudary. Au programme, l'exposition *Peintures de déportés-es*, travaux réalisés par les élèves de CAP peinture du lycée, « *Un bébé à Ravensbrück* », entretien avec Jean-Claude Passerat-Palmbach, né au camp de Ravensbrück, « *Ange Ayora, parcours d'un étudiant audois, résistant, déporté au camp de Dachau* » en présence de sa fille... Les élèves du CAP de peinture et leur professeur Laurent Imart ont participé au Concours national de la Résistance et de la Déportation, présentant « *Dessins de déportés* », reproductions de dessins d'artistes concentrationnaires. Un travail remarquable, d'autant plus novateur, qu'il a permis à de jeunes migrants de s'intégrer, prouver leur potentiel et de l'exploiter jusqu'à surprendre !

Ce projet a été retenu par le jury départemental de Carcassonne, puis par le jury académique du rectorat de Montpellier, qui lui décerna le premier prix. Il ne lui restait plus qu'à franchir l'étape du jury national à Paris.

Monique Ayora, pour l'ADIRP de l'Aude

Tarn-et-Garonne

Une exposition sur le Mexique prorépublicain espagnol

Depuis l'avènement de la II^e République espagnole, en avril 1936, jusqu'à la mort du dictateur Franco en 1975, jamais le soutien du Mexique n'a fait défaut au gouvernement républicain.

L'exposition qui s'est tenue jusqu'au 30 septembre 2019, à la maison de retraite protestante du quai Montmurat, à Montauban, est un hommage mérité à l'attitude constante des gouvernements mexicains successifs lesquels, jamais, ne reconnurent l'Espagne franquiste, et ce jusqu'à la mort du dictateur. Dès le début de la guerre, le Mexique va se positionner sans faux-semblants en faveur de la légalité républicaine.

En plus du soutien diplomatique, ce pays procura au camp républicain des armes, des matières premières, et de la nourriture. Il servit également d'intermédiaire lors de négociations diplomatiques, sans compter les nombreux Mexicains qui s'enrôlèrent dans les Brigades internationales.

À cette aide s'ajoute la mise en place d'une politique d'accueil organisé par le Comité ibéro-américain d'aide au peuple espagnol ».

Deux organisations concurrentes au sein du Parti socialiste ouvrier espagnol virent le jour : le SERE (Servicio de Evacuación de Refugiados Españols), créé en février 1939 par le chef du gouvernement, le socialiste Juan Negrin quand des milliers d'espagnols fuyaient devant l'avance des troupes franquistes en Catalogne. Il proposait une assistance sanitaire, alimentaire, des vêtements, et organisa l'évacuation vers les pays d'Amérique latine. et le JARE (Junta de Auxilio a los Republicanos Españoles).

Le JARE, mis en place en juillet 1939, par le Bureau permanent des Cortès, s'est réuni à Paris. Il était contrôlé par le socialiste Indelacio Prieto, qui, se trouvant au Mexique, mit la main sur une partie des biens appartenant à la République espagnole. Ce « trésor », transporté sur le yacht *Vita*, devait être mis à l'abri dans ce pays à la demande de Negrin.

Les relations entre ces deux leaders socialistes s'étaient déjà extrêmement détériorées pendant le conflit. Leur concurrence aboutit à l'exclusion de leur parti de Negrin et de 30 ministres du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol).

L'entrée en France des troupes allemandes en avril-mai 1940 aggrava la situation des exilés espagnols, pourchassés à la fois par les nazis, la milice pétainiste et les sbires de Franco, dont le tristement célèbre Pedro Urraca Rendueles.

Le SERE, avec bien moins de moyens que le JARE, commença à connaître des problèmes de financement.

Les autorités mexicaines décidèrent de modifier les conditions concédées au SERE pour n'accepter que celles et ceux dont la profession permettait de s'intégrer à la société mexicaine, afin qu'ils ne dépendent plus des aides de survie.

Après accord avec la France, la légation mexicaine mit à disposition le *Winnipeg* pour le voyage qu'organisa Pablo Neruda vers le Chili. La société Petromex fournissait le carburant. Avant l'occupation allemande, les départs se faisaient depuis Bordeaux. Après, ce fut depuis des ports de la Méditerranée en particulier à Marseille, où le château de La Reynarde, pour les hommes et celui de Montgrand pour les femmes et les enfants, accueillaient les volontaires au départ. Parmi tous ces bateaux, celui sur lequel on a le plus d'informations, fut la *Sinaia*. Il partit de Sète pour rejoindre Veracruz.

José Gonzalez



**Ci-dessus: exilés espagnols
Ci-contre: Le 25 mai 1939, le navire *Sinaia* sort de Sète avec un groupe important d'exilés espagnols.**



dans les départements

Centre-Val-de-Loire

Effacés du monde ?

Au lycée Descartes, la plaque des déportés a été dévoilée le 27 juin dernier.

La *Nouvelle République de Tours* du 1^{er} juillet dernier rapporte l'évènement. « *Élèves du lycée Descartes et anciens, déportés sans retour entre 1942 et 1943 au nom des lois de l'Allemagne nazie et de celles de la France de Vichy, parce qu'ils étaient nés juifs* », est-il inscrit sur cette plaque où figurent neuf noms dans la galerie d'honneur, aux côtés des plaques en l'honneur de tous les anciens élèves, morts pour



© Nouvelle République de Tours.

la France dans les différents conflits. Pour la seule ville de Tours, 78 enfants furent déportés entre juillet 1942 et mai 1944, « *gazés et brûlés, effacés du monde puisque sans sépulture, leurs noms ne figurent sur aucune tombe* », expliquait alors Yvette Ferrand, présidente de l'Association de recherches et d'études historiques sur la Shoah en Val-de-Loire. Le travail continue, pour ne pas les oublier.

souscription nationale

Liste arrêtée le 31 août 2019 pour les abonnements de soutien au *Patriote Résistant*

Sont mentionnés les dons effectués à partir de 4 € après prélèvement de 61 € au titre de l'abonnement.

Ainsi, si vous avez versé 75 €, la somme qui apparaît après votre nom est : 75 € - 61 € = 14 € et

pour les versements à la FNDIRP.

Les sommes versées à la FNDIRP, en dehors du réabonnement, ont été retenues au titre de la souscription nationale, elles sont donc mentionnées intégralement.

Aisne: M^{me} Guerbette, Coincy 9;

Alpes-de-Haute-Provence: M. Pommet, Sigoyer 8;

Alpes-Maritimes: M^{mes} Cossu-Alba, Grasse 19; Grzybowski, Grasse 39; Storhay, Nice 4;

Bouches-du-Rhône: M. et M^{mes} Bosque, Arles 9; Geniez, Vauvenargues 45,74; Génovésio, Marseille 4; Jues, Aix-en-Provence 9; Padovani, Marseille 29; Pichet, Martigues 39; ANACR, Arles 4;

Charente: M. Meaud, Soyaux 4;

Charente-Maritime: M. Bayod, La Rochelle 39;

Cher: M^{mes} Lemaire, Bourges 4; Patrigeon, Méreau 29;

Côte-d'Or: M. et M^{me} Ressay, Auxonne 4; Suillerot, Marsannay-la-Côte 59;

Côtes-d'Armor: MM. Le Jeune, Saint-Nicolas-du-Pélem 239; Marzin, Lannion 39;

Dordogne: M. Finkler, Périgueux 29;

Doubs: M^{me} Rossi, Bethoncourt 39;

Eure: M^{me} Hirsch, Les Andelys 4;

Gard: M. et M^{me} Allemann, Nîmes 4; Fernandez, Rochefort-du-Gard 39;

Haute-Garonne: MM. et M^{mes} Delhorbe, Escalquens 4; Glasman, Colomiers 39; Hernando, Espèce 29; Orion, Toulouse 4; Stern, Toulouse 89;

Gironde: MM. et M^{me} Andreu, Fargues 19; Pianalto, Aillas 4; Riedel, Libourne 14;

Hérault: M^{me} Kalinsky-Lecam, Sérignan 139;

Ille-et-Vilaine: M. Torres, Rennes 39;

Isère: M^{me} Roche, Saint-Égrève 4;

Loire: M^{me} Cauet, Saint-Étienne 4;

Loire-Atlantique: M^{mes} Fraix, Saint-Nazaire 19; Merhan-Salmon, Nantes 39; Richard, Les Sorinières 4; ADIRP 500;

Loiret: M. et M^{me} Lewi-Brebant, Orléans 19; Ragu, Orléans 29;

Lot-et-Garonne: MM. et M^{me} Chantre, Nérac 200; Pomier, Puysserampion 4; Vallon, Port-Sainte-Marie 39;

Lozère: M^{me} Jacquemai, Langogne 89;

Marne: M. Brun, Cormontreuil 14;

Meurthe-et-Moselle: MM. Henry, Blainville 4 500; Jazbinsek, Mont-Bonvillers 4; Simon, Baccarat 19;

Moselle: M. et M^{mes} Barbé, Yutz 4; Barthélémy, Thionville 39; Geiger, Montigny-lès-Metz 39; Rupp, Morsbach 19; Winckel-Callet, Russange 4;

Nord: MM. Chollet, Estaires 4; Chupin, Croix 19; Wolf, Lomme 4;

Oise: MM. et M^{me} Métayer, Andeville 9; Savoye, Bresles 19; Trabac, Abbeville-Saint-Lucien 9;

Pas-de-Calais: M^{me} Debruyne-Lethien, Rouvroy 4;

Puy-de-Dôme: M. et M^{me} Balet, Sauviat 4; Kahn, Saint-Maurice 39;

Pyrénées-Atlantiques: M. et M^{mes} Bousquet-Regueiro, Anglet 9; Gagnier, Orthez 4; Latusque, Lourdes 60;

Pyrénées-Orientales: M. et M^{me} Ferrer, Perpignan 80; Lannoy, Rodes 4;

Bas-Rhin: M^{me} Polak, Strasbourg 39;

Haut-Rhin: MM. Bracher, Lutterbach 6; Gaudel, Lapoutroie 39; Saenger, Buhl 6; Stahl, Wittenheim 4; Vetter, Zillisheim 9;

Saône-et-Loire: MM. et M^{me} Desvignes, Le Breuil 4; Garron, Le Creusot 19; Lagrange, Saint-Marcel 4; Picornot, Charnay-lès-Mâcon 4;

Savoie: M. Vandell, Le Pont-de-Beauvoisin 4;

Haute-Savoie: M. et M^{me} Chatel-Louroz, Annemasse 4; Righi, Annecy-le-Vieux 39;

Paris: MM. et M^{me} Bresler 39; Klein 4; Lupescu 4; Szeier 49,40; Weinstein 4;

Seine-et-Marne: M^{me} Marlière, Villeparisis 4;

Yvelines: M^{mes} Benitez, Mantes-la-Jolie 39; Degraeve, Trappes 39; Murer, Sartrouville 4; Soubelet-Ioli, Plaisir 89;

Somme: M. Guérin, Flesselles 4;

Var: M. et M^{mes} André, Toulon 9; Bouteuil, Tourves 4; Bruno, Toulon 19; Guinot, Hyères 39;

Vaucluse: M^{mes} Conilh, Avignon 4; Orion, Entraigues-sur-la-Sorgue 39; Rollet, Châteauneuf-de-Gadagne 44,70;

Vendée: M^{me} Robert-Rocipon, Saint-Christophe-du-Ligneron 4;

Vienne: M^{me} Moreau, Senillé 39;

Yonne: M^{me} Jeannin, Vézelay 4;

Essonne: M^{mes} Elbisser, Ballancourt-sur-Essonne 4; Mayer, Limours 100; Ulmann-Mauriat, Sainte-Geneviève-des-Bois 4;

Hauts-de-Seine: M. et M^{me} Carchon-Bauché, Courbevoie 4; Ourceau, Antony 9;

Seine-Saint-Denis: M^{me} Martin, Aulnay-sous-Bois 124;

Val-de-Marne: M^{mes} Belmonte, Maisons-Alfort 4; Motte, Ivry-sur-Seine 4;

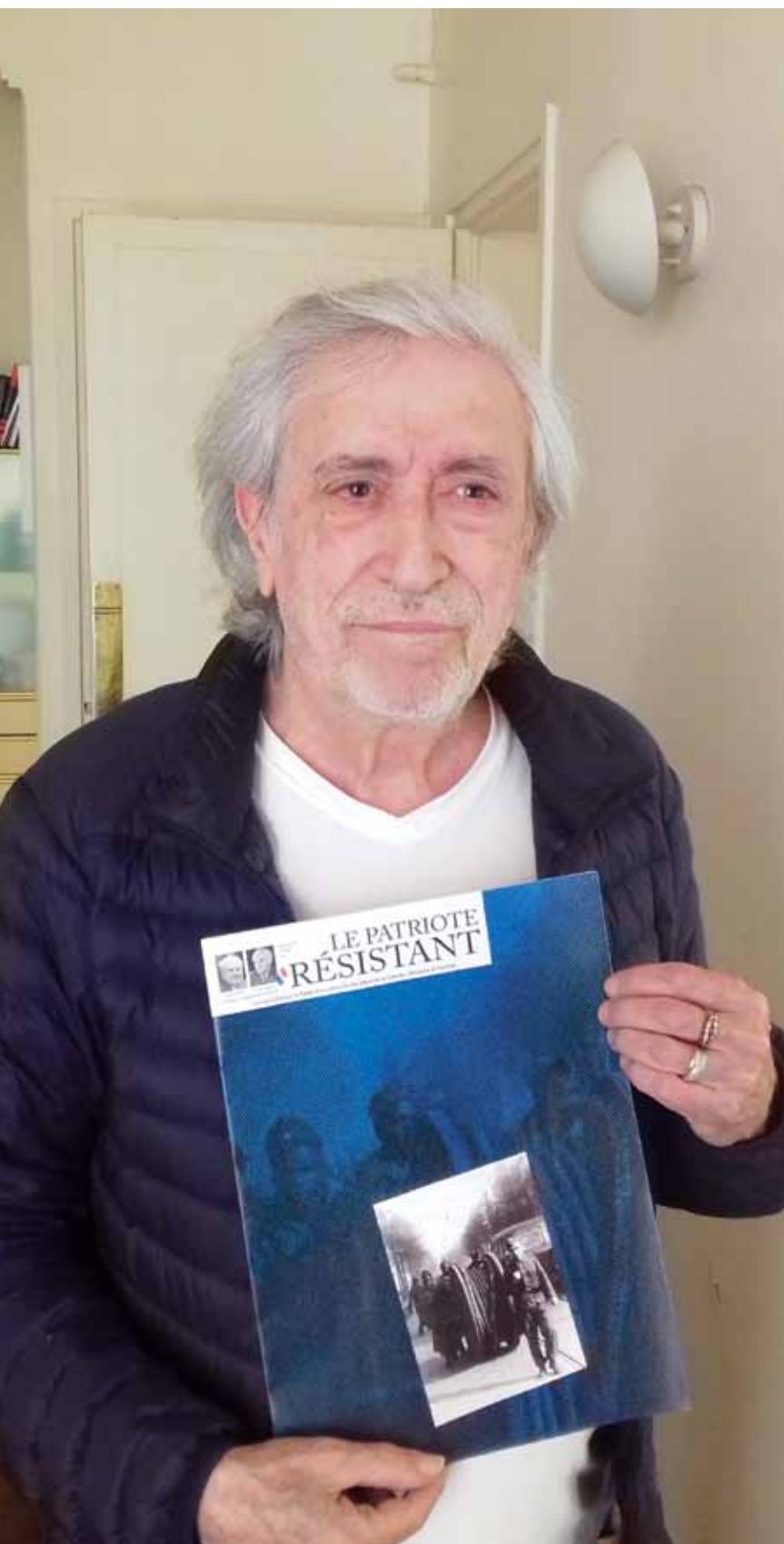
Val-d'Oise: M. Noizat, Herblay 9;

Étranger: M^{me} Marco, Espagne 4.

Total de la liste
7922,84 €

Le journal d'un antifasciste

Chanteur, comédien pour Jacques Rozier ou Patrice Leconte, humoriste, ami de Roland Topor et de Pierre Desproges, Luis Rego a aussi, et c'est moins connu, fui la dictature de Salazar au Portugal. Rencontre avec un trublion antimilitariste qui ne mâche pas ses mots.



De quel milieu êtes-vous issu ?

Mon père était un policier anti-salazariste. Je n'avais que cinq ans quand il s'est fait licencier, en 1949. On était déjà dans l'*Estado novo*, c'est à dire l'État nouveau⁽¹⁾. Depuis tout petit, j'entendais à la maison des jurons : « *Ce bandit de Salazar, ce fils de...* ». Ce langage choquait ma mère, qui était très religieuse. J'ai dû attraper le virus de mon père. Mes sœurs n'ont pas eu droit aux études à cause de la mentalité étriquée de mon père. On n'avait pas de fric. De là d'où venait mon père dans le nord du pays, Tras-os-Montes, l'analphabétisme culminait à 70 %. Il était donc très fier d'avoir obtenu son certificat d'études. Il avait mis la barre haute : il voulait que je devienne médecin. Sauf que je n'ai même pas eu mon bac et j'ai arrêté mes études à dix-sept ans.

Dès 1961, vous êtes mobilisable pour partir au service militaire en Angola ?

La guerre en Angola, c'était mon avenir ! J'avais conscience du colonialisme. J'avais aussi une grande difficulté à vivre dans mon milieu familial. Je ne communiquais pas tellement avec mes parents. Ma mère, qui était très gentille avec moi, était quasiment analphabète. Mon père était un tyran épouvantable qui ne s'exprimait qu'en donnant des ordres. D'un côté, j'avais cette vie de famille pourrie. De l'autre, j'avais « merdé » pour la deuxième fois mon bac. La guerre était imminente. J'entendais parler des copains qui se tiraient du pays pour se chercher

un avenir ailleurs. C'était un pays fermé à tout, avec la censure sur le cinéma, les médias. Il y avait un étouffement généralisé dans l'air, qu'on ressentait dans les attitudes des gens. C'est assez difficile à décrire. Le fascisme portugais n'est pas comme le nazisme ou le stalinisme. C'est une dictature plus « cool », mais méchante tout de même ! Quand je suis arrivé en France, soudain je respirais. C'était le jour et la nuit. Par exemple, il y avait des guitares de marque Fender Stratocaster qu'on ne trouvait pas au Portugal...

Comment l'Angola résonnait en vous avec le slogan du régime portugais : « Angola e nossa », l'Angola est à nous ?

D'abord, je n'étais pas naturellement raciste. La plupart des colons portugais qui émigraient en Angola et au Mozambique venaient du nord du pays⁽²⁾. Quand ils arrivaient à Lisbonne, mon père les accueillait, les aidait à faire des démarches administratives. Je trouvais ces « *tras os montanos* » qui transitaient chez moi lourdingues et pas fréquentables. J'avais de l'antipathie pour eux : « *Que vont-ils foutre là-bas ?* » Je plaignais les Africains de les avoir sur le dos ! À l'école, peu avant le début de la guerre (le 4 février 1961 NDLR), j'ai vu passer sous le manteau des photos de têtes coupées, de corps en charpie. La presse était muselée, mais ces photos filtraient tout de même. Quand j'ai vu ça, je me suis dit : « *Ce n'est pas possible !* » Je n'étais pas un héros. Le fascisme a eu ceci pour conséquence : étant ●●●

(1) Nom donné à la deuxième République portugaise de 1933 à 1974 dans laquelle Antonio de Oliveira Salazar avait les pleins pouvoirs.

(2) De 1950 à 1960, environ cent mille colons portugais arrivent en Angola.

●●● antifasciste, ça a annulé mon sentiment patriotique. C'était un remède. J'avais honte de mon pays. J'étais mûr pour être réfractaire au service militaire. Mes trois camarades de lycée avaient plus ou moins les mêmes opinions que moi. Mais comme ça se passait mieux avec leurs parents, ils ne voulaient pas prendre le risque de quitter le pays. À part ceux qui avaient un piston sérieux, les autres se tapaient quatre ans de service militaire. Il y en a même un, qui a fait cinq ans et qui est devenu capitaine.

Vous n'avez pas fait comme d'autres portugais, le salto, (saut en portugais) ?

Non. À dix-huit ans, il fallait émarger au service militaire. J'ai demandé un ajournement militaire et je suis parvenu à avoir l'autorisation de mon père. Ça m'a permis d'avoir un passeport et de partir en France en 1962. J'avais une correspondante suédoise. Je m'étais dit qu'avant d'aller à Paris, je passerais par Stockholm. J'y ai renoncé à cause de la réalité de la route et des moyens financiers. Ça n'a pas été un « salto », au sens où le mot portugais est interprété, c'est-à-dire franchir une frontière illégalement. À Paris, tous les ans, je devais renouveler ce sursis militaire. Plus tard, en 1966, quand je suis allé au Portugal avec mon groupe Les Problèmes (l'ancêtre des Charlots NDLR), j'ai pensé à tort : « *Je suis en règle, je vais peut-être m'en tirer.* » Je savais qu'il y avait un risque. Ça s'est soldé par une taxe que j'ai dû payer pour être exempté de mes « obligations militaires » à vie.

Pourquoi Paris ?

Je n'avais pas le profil de l'immigré agricole. Je venais de la ville et mes copains étaient issus de la petite bourgeoisie. À l'époque, nos villes rêvées, c'était Paris ou Londres. On ne considérait pas Berlin comme une destination très attractive. À Lisbonne, un Portugais m'a dit : « *Si tu veux, viens dans ma chambre à Paris,*

boulevard Sébastopol. » Je suis resté quinze jours chez lui. C'était un placard. Il fallait que je me lève pour qu'il sorte du lit. Après, j'ai travaillé à l'usine. Je ne connaissais personne. C'était un saut total dans l'inconnu. Petit à petit, j'ai fréquenté des intellectuels, artistes, peintres, écrivains exilés. C'est à Paris, que j'ai découvert ce Portugal culturel que j'ignorais. À un moment donné, cette puissance culturelle existait plus à Paris qu'au Portugal. Paris était un mini-Portugal, avec toutes ses strates, les ouvriers, les intellectuels, et même la PIDE, la police politique (Policia internacional e de defesa do estado).



Transport d'un blessé durant la guerre coloniale.

© Association portugaise des vétérans de guerre.

En 1966, vous vous retrouvez deux mois dans les geôles de la dictature.

Avec Les Problèmes, on avait un contrat pour jouer au Théâtre monumental, une salle très prestigieuse de Lisbonne. J'avais envoyé le premier disque des Problèmes au patron. J'ai reçu un télégramme de sa part disant qu'il était d'accord pour nous prendre quatre jours. À l'époque, je vivais en France depuis quatre ans. J'habitais chez un peintre, José Escada, qui était « tricar » au Portugal. Invité à une exposition par le Parti démocrate chrétien il avait déclaré ce que tout le monde savait : que le Portugal était une dictature, avec la censure. Il était fiché par la police.

Mais je ne pensais pas qu'on allait nous amalgamer. Mon calcul était mauvais. Je n'étais pas militant. Je ne me rendais pas aux réunions du Parti communiste portugais, qui étaient des opposants actifs. Je les connaissais, mais j'avais une distance avec eux car ils n'étaient pas mélomanes. J'avais un autre ami peintre Jorge Martins, qui lui n'était pas fiché. En février 1966, je me suis fait arrêter à la douane, à Vilar Formoso, à la frontière hispano-portugaise. On m'a demandé mon passeport. Une porte s'est fermée. Je me suis retrouvé à l'isolement dans une cellule. Je ne savais pas combien de temps ça allait durer. C'est une torture psychologique. Pendant

deux mois, je n'avais réponse à rien. Je me retrouve dans une cellule. Les questions, ce sont eux qui les posent. Je ne savais pas combien de temps ça allait durer. On vous rase la tête, boule à zéro, les insultes... Dans le couloir, j'ai entendu un homme en train de se faire taper dessus. J'entendais des cris. Le factotum qui m'accompagnait a donné un coup dans le mur avec un bâton. C'était un signe pour l'autre d'arrêter la torture. Je demande ce qui se passe sans obtenir de réponse. Un peu plus tard, il m'apporte une couverture et un bol de soupe tiède : « *Vous partez à Lisbonne, soyez prêt à neuf heures.* » Le lendemain, je prends le train avec deux inspecteurs en civil. On

était seuls dans notre compartiment. À ma descente, au bout du quai, ma famille déchaînée a couru vers moi pour m'embrasser. Plus tard, j'ai su ce qui s'est passé. Mes camarades Les Problèmes les ont alerté. Ma sœur a appelé une amie, dont la fille était mariée avec un agent de la PIDE. Elle a obtenu l'information de mon arrivée à la gare de Santa Apolonia. Un peu déstabilisés, les deux policiers qui m'emmenaient au siège de la police ont vite compris qu'il n'y avait pas de danger. C'est tout juste s'ils n'ont pas dit que ce n'était pas le moment des visites !

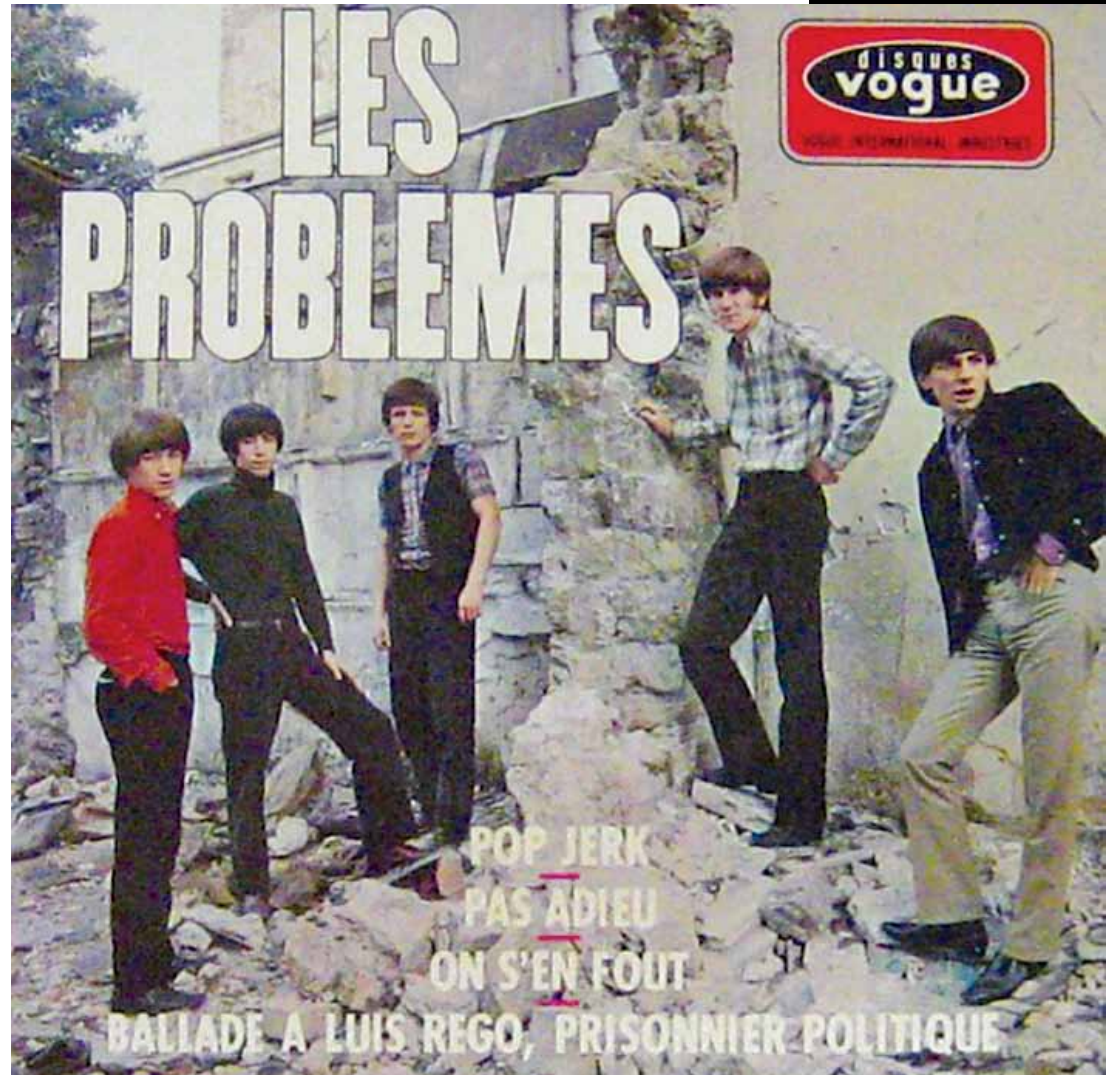
Les Problèmes vous ont dédié une chanson « Ballade à Luis Rego, prisonnier politique ».

Je l'ai su après. Ça n'a pas eu plus d'écho que cela en dehors de la sphère du rock. On avait une petite réputation parce qu'on avait accompagné Antoine. Le jour où j'ai été libéré, mes compagnons de cellule m'ont mis la puce à l'oreille. Ils m'ont dit qu'ils étaient contents pour moi. C'était presque comme le jour de mon anniversaire. À l'époque, la garde à vue était de neuf mois renouvelable automatiquement. Autrement dit, la police disposait de dix-huit mois pour vous faire parler. La police politique pouvait vous garder tout ce temps sans avoir aucune preuve de votre culpabilité. J'ai été libéré au bout de deux mois grâce à un ami d'Escada, un démocrate-chrétien. Les « catholiques progressistes », comme on disait au Portugal, étaient tolérés par le régime. Ce monsieur, l'écrivain Antonio Alçada Baptista, qui connaissait Edgar Morin, était un peu connu. Il a dû passer un coup de fil. Il me trouvait marquant. Pour lui j'étais un « yéyé », un spécimen un peu rare parmi les Portugais exilés. Deux jours après ma sortie de prison, il m'a fait venir chez lui. Ça voulait tout dire. Il a écrit dans un livre, trente ans après les événements, qu'il a intercédé pour qu'Escada puisse revenir au Portugal : « *Pêche à la ligne et d'autres souvenirs* » (1998).

En sortant de prison, j'avais comme une flambée de m'engager, de prendre les armes demain. Mais ensuite, la vie était plus forte que moi. J'avais des engagements avec Les Problèmes.

De votre côté, vous avez fait un 45 tours en 1970, Amor novo, avec Quadras soltas, une adaptation du poète Fernando Pessoa ?

C'était un poète à qui on a reproché d'avoir dit que « le Portugal n'était pas mûr pour la démocratie. » Mais ce n'était pas un fasciste. De son vivant, il n'était pas lu. Il n'a publié qu'un petit fascicule. Pessoa représente pour moi la plus grande des aventures littéraires, en dehors de Shakespeare ou de Céline, qui était un salaud. Pessoa avait cette chose qu'on appelle le don de l'écriture. Il ne gagnait pas sa vie en écrivant. Il a été comptable dans un bureau d'import-export. Comme il ne peut pas s'empêcher d'écrire il le fait pour son plaisir. Il disait : « Étant donné le nombre d'analphabètes ici, j'écris pour la postérité. » Il est devenu une référence absolue. Très longtemps après, par des journalistes musicaux, j'ai su que José Afonso qui a fait la chanson hymne de la Révolution des œillets *Grandola, vila morena*, avait bien aimé mon disque. J'ai aussi été le premier à mettre de la musique sur des vers de Pessoa. Le 25 avril 1974, pendant la Révolution, j'étais à Paris. Tout de suite après, je suis allé à Lisbonne. C'était un moment passionnant. Comme un miracle. Voir des drapeaux du Parti communiste dans les rues de Lisbonne me paraissait vraiment irréel. Depuis mon enfance, je ne connaissais que le parti unique, l'Union nationale. Je me demandais si j'étais bien réveillé. Le plus gros changement c'était à la télévision. Suite à la révolution des capitaines⁽³⁾, elle était devenue libre. Sur France 3, il y avait cette émission de Frédéric Taddéi « Ce soir ou jamais », dans les années 2000, qui donnait une liberté d'expression à ses



invités. Imaginez que dans toutes les émissions, ce soit comme ça. C'était le cas au Portugal à ce moment. C'était évidemment un bordel, l'anarchie. Ça a duré un ou deux ans et ensuite, tout est rentré dans l'ordre.

En 1980, vous avez fait un sketch mémorable intitulé la Journée d'un fasciste sur France Inter.

J'étais très intéressé par le spectacle. Je trouvais que ce qu'on faisait avec les Charlots était très limité. Je suis allé au théâtre parce que je commençais à gagner ma vie. J'ai eu un coup de foudre pour le Café de la Gare de Romain Bouteille. Je suis devenu copain avec Coluche à ce moment-là en 1971. On parlait avec les acteurs Patrick Dewaere, Henri Guybet. Coluche avait un côté showbiz au bon sens du terme. Il m'a dit : « Tu es un Charlot ! » À l'époque,

il était inconnu au bataillon. On a sympathisé. Plus tard, il m'a fait tourner dans *La Vengeance du serpent à plumes* de Gérard Oury. Claude Villers m'avait repéré au café-théâtre. Il m'a invité dans son émission *Marche ou crève*. Quand il a monté le *Tribunal des flagrants délires*, il m'a demandé de participer. Dans ce sketch, je dis : « Je suis fasciste », ce qui est difficile à assumer en public ! Mais à l'époque, Jean-Marie Le Pen ne représentait pas ce que son parti représente aujourd'hui. Le Rassemblement national est devenu important. En 1980, Le Pen, ne dépassait pas 5 %. Il faisait son retour après une période d'absence. Tout le monde pouvait se foutre de lui et de ses propos odieux. Personne ne voyait, moi le premier, ce que l'extrême-droite allait devenir. Tout était possible à France Inter. Ce sketch a marqué

les esprits, en particulier ce passage prémonitoire : « Les gens, dès que vous dites que vous êtes fascistes, vous regardent d'un mauvais œil. Il suffit de ne pas le dire et personne ne s'en aperçoit. »

ENTRETIEN RÉALISÉ
PAR JULIEN LE GROS

(3) Le MFA (Movimento das Forças Armadas) est un mouvement révolutionnaire initié par de jeunes capitaines de l'Armée de terre portugaise contestant la guerre coloniale. Ayant adopté l'œillet rouge, comme symbole de la conjuration, ils ont participé activement au renversement du régime de Marcelo Caetano, lequel a succédé à Salazar en 1968.

■ À lire sur la Révolution des œillets : *Portugal, la révolution en marche*, 1975, Christian Bourgeois éditeur, de Daniel Bensaïd, Carlos Rossi et Charles-André Urdy.

Nouvelles technologies et internationale populiste

« Les méchants ont sans doute compris quelque chose que les bons ignorent. » C'est par cette citation de Woody Allen que s'ouvre le livre de Giuliano da Empoli, qui fut notamment conseiller politique de Matteo Renzi, l'ancien président du Conseil des ministres italien. De Trump au Brexit, des populistes d'Europe de l'Est à Salvini, il décortique les mécanismes des uns et des autres pour parvenir à leurs fins, parlant de « *Silicon Valley du populisme* », de « *Netflix de la politique* » ou encore du « *Troll en chef* ». Ces mécanismes sont toujours les mêmes : mensonges et fausses informations ciblant des catégories de personnes (migrants, personnes LGBT, militants des droits humains) afin de conforter leurs partisans dans leurs convictions et d'en

séduire de nouveaux. Ainsi, Matteo Salvini de la Ligue, l'homme fort du gouvernement italien, fait circuler une rumeur affirmant que des demandeurs d'asile ont organisé

la Famille, « les familles gays n'existent pas ». Le secrétaire d'État en charge des Relations avec le parlement est un adepte de la théorie des *chemtrails* : les traînées laissées par les avions

comparer l'Union européenne à l'Allemagne nazie ou à affirmer, le plus sérieusement du monde, que les Américains ne sont jamais allés sur la Lune. Autant de déclarations qui font dire au *Financial Times* que ce gouvernement est « le plus anti-conventionnel et inexpérimenté à diriger une démocratie de l'Europe de l'Ouest depuis la fondation de la Communauté européenne en 1957 ». Aux États-Unis, Steve Bannon, l'un des artisans de la victoire de Donald Trump, a été surnommé le Grand Manipulateur par *Time Magazine*. Après avoir été limogé par le président, il s'est lancé dans une nouvelle entreprise : fédérer un grand mouvement populiste à l'échelle mondiale, en mettant en commun « les expériences, les idées et les ressources ».

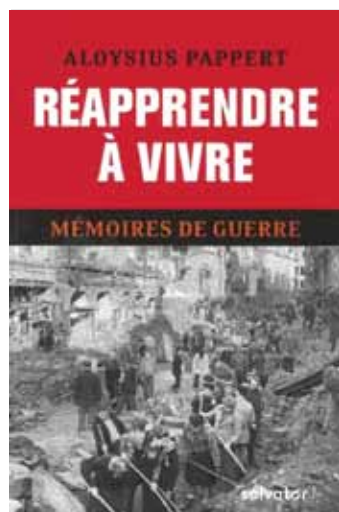
Ces mécanismes sont toujours les mêmes : mensonges et fausses informations ciblant des catégories de personnes (migrants, personnes LGBT, militants des droits humains).

une manifestation pour pouvoir regarder la chaîne câblée Sky. « Une histoire qui avait été démentie par la préfecture, c'est-à-dire par un organe appartenant au ministère que Salvini dirige. » Pour le ministre de

seraient en réalité des traces d'agents chimiques volontairement répandus par les gouvernements. Mais le champion des théories conspirationnistes reste le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur, qui n'hésite pas à

Allemagne 1946

Après *Une jeunesse volée* et *Le Sang des captifs*, Aloysius Pappert publie le troisième tome de ses mémoires, *Réapprendre à vivre*. Après plusieurs années de guerre dans l'armée allemande, il est fait prisonnier par l'Armée rouge, avant d'être libéré à l'automne 1946 et de retourner à la vie civile, dans un pays occupé par les Alliés et ravagé par tant d'années de dictature, de guerre et de massacres. Sa période de convalescence terminée, il retourne chez son ancien employeur, la Raiffeisen Bank, où on lui annonce qu'il n'y a pas de travail pour lui (« *Tout le personnel avait changé, plus une seule tête connue dans ces bureaux.* ») En revanche, le nouveau directeur lui indique qu'il percevra tout de même son salaire et lui tend sa carte de visite afin de s'inscrire aux cours



Aloysius Pappert, *Réapprendre à vivre*.

Éditions Salvator, 2019, 142 pages, 15 euros.

du soir de l'Université populaire supérieure pour reprendre ses études. « *Fiches de paye, assurance maladie, études... Retour complet dans la réalité... La guerre était vraiment finie.* »

ments, de maladies et de privations ». La plupart n'avait eu aucun lien avec le nazisme. Le frère d'Aloysius, Josef, qui a été nommé maire par les Américains, doit gérer cet afflux

« Pour des centaines de milliers de soldats allemands, cela a tout simplement signifié la mort. »

Parallèlement, suite aux accords de Yalta, des dizaines de milliers d'Allemands affluent, chassés des pays de l'Est. Pas moins de dix millions de civils sont expulsés de Pologne et de Tchécoslovaquie, et 500 000 d'entre eux y laissent la vie, « par suite de mauvais traite-

massif de réfugiés et compte sur son aide. La maison de sa sœur Klara et de son beau-frère, Oskar, a été confisquée. Son autre sœur, Catherina, est veuve de guerre et lave et repasse le linge des soldats américains pour nourrir ses enfants. ♦♦♦

Giuliano da Empoli,
Les Ingénieurs du chaos.

Éditions JC Lattès, 2019, 208 pages,
18 euros.



◆◆◆ Lorsque ses proches lui demandent quels sont ses projets après avoir réussi ses examens, il répond : « *Vivre ma liberté !* » Il se lance alors dans la création d'un club de football et d'une troupe de théâtre, tout en « espionnant » pour le compte des États-Unis un certain Heinz Busch, qui fabrique de l'eau-de-vie qu'il échange avec les Américains et les Russes contre des cigarettes ou des dollars. Cette mission officielle lui permet d'obtenir un laissez-passer pour toute la zone d'occupation américaine.

Fin 1947, dans un article intitulé « *Les conséquences désastreuses de l'accord signé entre le président Roosevelt et Staline* », il dénonce le fait que les États-Unis, contrairement

◆◆◆ entre les différents mouvements actifs en Europe et en Amérique ». Et c'est précisément l'Italie qu'il voit comme l'épicentre de cette « révolution ». Tout comme un certain Winston Churchill qui déclarait en 1920 aux fascistes : « *Votre mouvement a rendu service au monde entier* ». De chaque côté de l'Atlantique, cette « émergence d'une nouvelle forme politique [est] façonnée par Internet et par les nouvelles technologies ». En Italie, véritable laboratoire de cette transformation, c'est « grâce à une plateforme sans aucun contenu politique et donc prête à être utilisée par n'importe qui pour arriver au pouvoir » que le Mouvement 5 Étoiles et la Ligue y sont parvenus.

à la France et au Royaume-Uni, aient livré à l'URSS des soldats qui s'étaient constitués prisonniers. Et il n'hésite pas à maintenir sa position face à un général qui a peu goûté de sa plume : « *Pour des centaines de milliers de soldats allemands, cela a tout simplement signifié la mort. Le saviez-vous ? Vous sentez-vous coupable ?* » En juin 1948 a lieu la réforme monétaire en Allemagne de l'Ouest qui, si elle entraîne la disparition du marché noir, ruine les épargnants, dont les dépôts et les livrets ne valent plus rien. L'année suivante il se réjouit de la naissance de la RFA puis de son entrée dans la construction d'une Europe unie et démocratique.

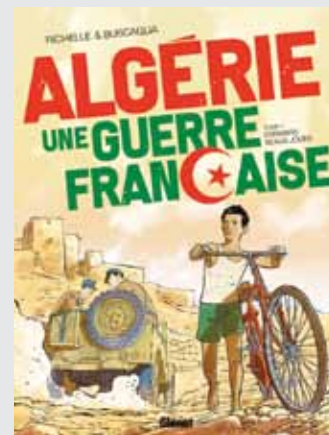
Beaux jours ?

Alger, quartier de Pointe-Pescade, 24 novembre 1954. À l'issue de la dernière réunion avant le jour « J », l'album s'ouvre sur la prise d'une photographie historique de six militants de l'Indépendance algérienne : Bitat, Ben Boulaid, Boudiaf, Didouche, Krim et Ben M'Idi, baptisés plus tard « fils de la Toussaint ». Retour dans le temps page suivante : novembre 1943, sud de la Bourgogne. Un résistant envoie sa femme et son fils par avion en Algérie, dans une grande ferme où l'enfant retrouvera son cousin du même âge et d'autres enfants, pieds-noirs ou musulmans. Italie, janvier 1944. Discussion entre des tirailleurs algériens après le débarquement en baie de Naples. Les personnages sont campés ; l'enfant va à l'école, découvre ce qui est encore un curieux département français, où les « indigènes » n'ont pas le droit de vote, ne gagnent pas la même paye que les « métros », sont sous la botte des caïds, administrateurs des populations musulmanes... L'injustice tranquille d'un pays colonial, où le 8 mai 1945 sera un jour de deuil. Après les massacres de Sétif et Guelma, l'instituteur tente un débat dans la classe. Il aura affaire aux intimidations des parents des « petits colons ».

Le général Duval a bien tenté de faire disparaître les cadavres de la répression qu'il a conduite. Ils n'en mèneront pas moins à un bilan humain approchant les 10 000 morts et aux attentats du 1^{er} novembre 1954.

À travers les yeux d'un groupe d'enfants, nous suivons cette période brutale où l'Algérie

pouvait encore se croire française. À suivre, donc, puisqu'il s'agit d'un premier tome. Seul regret : pas de trace des camps français en Algérie, de la Résistance et de la collaboration, dans un pays qui en resta pourtant si profondément marqué. Aux lecteurs de se renseigner sur la montée du mouvement de l'Indépendance. Les notes au long des cases peuvent les y aider.



Philippe Richelle et Alfio Buscaglia,
Algérie, une guerre française. Tome 1 Derniers beaux jours.

Éditions Glénat, 2019, 80 pages,
15,50 euros.

Un bout de crâne

Moscou, le 6 avril 2016. Jean-Christophe Brisard, journaliste français, et Lana Parshina, sa consœur russo-américaine, ont rendez-vous au GARF, les Archives nationales russes, à 11 heures. Malgré les mois de démarches et de négociations, il leur faudra attendre 17 heures avant de pouvoir accéder à cette simple boîte de disquettes qui contient l'objet de leur enquête : « un morceau de crâne présenté par les autorités russes comme étant d'Hitler. Le trophée de Staline ! »

Après avoir signé une feuille de présence, c'est sous l'œil de la directrice qu'ils peuvent commencer à l'inspecter. À la question de l'authenticité de ces restes, sa réponse est déjà toute faite : « Des années d'enquêtes, d'analyses, de recoupements effectués par le KGB et les scientifiques soviétiques, les meilleurs qui soient... Ce crâne, c'est bien lui, c'est Hitler. » Avant d'ajouter : « En tout cas, officiellement ». Ce qui fait dire à Brisard que « ce n'est pas scientifiquement mais "officiellement" le crâne d'Hitler ». Car c'est de cela qu'il s'agit pour les Russes, de vérité officielle, ne laissant pas de place au conditionnel. La politique prévaut sur la science. Pourtant, des analyses ADN permettraient de « couper court aux rumeurs les plus folles sur la fin du tyran nazi », et notamment sur les théories qui voudraient qu'il ne soit pas mort en 1945. L'agence de presse soviétique TASS n'écrivait-elle pas elle-même le 2 mai 1945 que « Hitler s'est enfui », persuadée que l'annonce de sa mort par la radio allemande était une manœuvre afin de « lui laisser la possibilité de quitter la scène et de passer

dans la clandestinité ». Si l'identification des corps des époux Goebbels et de leurs six enfants âgés de deux à douze ans se fait rapidement, si l'on sait qui se trouvait dans le bunker au moment de l'arrivée de l'Armée rouge, le 2 mai 1945, « les preuves visuelles existent pour tous, sauf Hitler et Eva Braun ». Cette enquête passionnante, qui met fin à soixante-dix ans de spéculations, a donné le documentaire *Le Mystère de la mort d'Hitler*, diffusé sur France 2, dans la collection Infrarouge.



Jean-Christophe Brisard, Lana Parshina, *La Mort d'Hitler. Dans les dossiers secrets du KGB.*

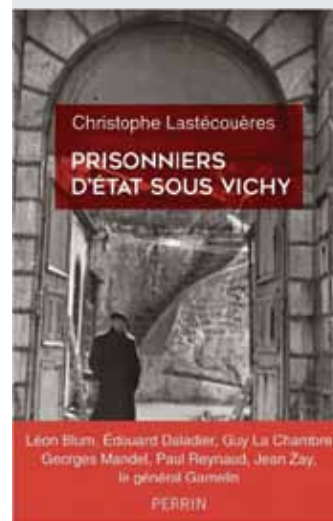
Librairie Arthème Fayard/Pluriel, 2019, 348 pages, 10 euros.

« Laissez toute espérance »

En septembre 1940, le gouvernement de Vichy fait arrêter six ministres et un général : Léon Blum, Édouard Daladier, Guy La Chambre, Georges Mandel, Paul Reynaud, Jean Zay et Maurice Gamelin. Accusés d'être les responsables de la défaite, Pétain « exhume du passé un mode de détention original en lui donnant une portée nouvelle : le "château-prison" ». Ouvrages militaires ou résidences en prison, « ces lieux originaux servent à incarcérer des hommes perçus comme dangereux pour l'ordre public ». Pour Vichy, il s'agit de faire de ces personnalités des prisonniers d'État. Jean Zay sera mis au secret au fort Saint-Nicolas, à Marseille, avant de connaître le même sort à la maison d'arrêt de Riom. Si ses conditions de détention s'amélioreront (lectures, promenades dans une petite cour, visites de sa famille), ces « avantages » sont à relativiser : totalement isolé, toute communication avec les autres détenus lui est interdite, et Vichy finira par le livrer aux miliciens en juin 1944. Pourtant, les critiques contre les « privilèges » dont jouiraient ces détenus de haut rang ne manquent pas. C'est même une stratégie afin de discréditer ces personnes aux yeux de l'opinion publique, « laboratoire du contrôle et de la manipulation de l'opinion ». Et la presse collaborationniste joue un rôle primordial dans cette manipulation. Le caricaturiste Ralph Soupault parle de « vie de château » ou représente Daladier « en ivrogne cuvant son vin dans le jardin, et Blum en grand bourgeois dilettante, qui se prélassait dans un fauteuil en rotin à l'ombre d'un parasol, une

Christophe Lastécouères, *Prisonniers d'État sous Vichy.*

Éditions Perrin, 2019, 430 pages, 24 euros.



coupe de champagne à portée de la main ». Dans *Le Matin*, le journaliste Paul Allard qualifie La Chambre de « naufrageur de notre armée de l'air », affirme son antisémitisme en rebaptisant Mandel « Jéroboam Rothschild », appelle « au juste châtimement de ceux qui ont assassiné la France » et « à une justice encore plus expéditive », toujours sur le mode de l'allusion. Avant-guerre, il avait été membre de la Ligue des droits de l'homme ! Condamné en 1944, il est incarcéré à Fresnes où il décède en février 1945. En mars 1943, Blum, Daladier et Gamelin sont déportés à Buchenwald. Le 20 juin, Jean Zay est assassiné par la Milice. Georges Mandel subit le même sort le 7 juillet. Ironie du sort, Pétain passera trois mois dans l'une de ces forteresses, le fort du Portalet, dans la cellule qui avait été occupée par Mandel.

Lucide et tourmenté

« (...) Je crache en silence dans
un buisson,
Vous tous qu'il me faut servir,
c'en est trop,
Ministres, excellences,
généraux,

Que le diable vous emporte ! ». Le poème titré « *À la fin d'une permission en temps de guerre* », est l'un de ceux qui composent la partie « *1910-1919. Ici, mon premier rêve de vie a été détruit* ».

On connaît Hermann Hesse pour *Le Loup des steppes*, mais que sait-t-on de ses poèmes ? Les éditions Bruno Doucey viennent d'en publier une partie en version bilingue, écrits entre 1892 et 1962, admirablement traduits par notre ami François Mathieu, qui en rédige la postface.

Entre 1930 et 1939, la partie titrée « *Nous préférons pourrir en “rêveurs” solitaires* », commence par « *Refus* ».

« Plutôt être tué par les fascistes
Que d'être fasciste moi-même!
Plutôt être tué par les commu-
nistes
Que d'être communiste moi-
même!

(...)
*Nous ne voulons perdre ni
notre cœur ni notre raison,
Ne voulons marcher ni sous des
drapeaux rouges ni sous
des drapeaux blancs.*

Nous préférons pourrir en
« rêveurs », solitaires,

*Ou mourir sous vos poings
fraternels et sanglants*

*Que jouir d'un quelconque
bonheur belliqueux et
partisan*

Et, au nom de l'humanité, tirer sur nos frères ! »

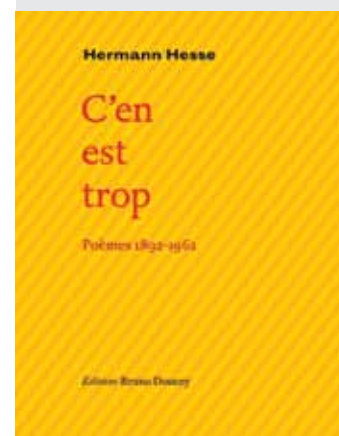
Hermann Hesse obtint la nationalité suisse en 1924. Romancier, poète et peintre né en 1877 dans l'empire allemand d'une famille piétiste, il rate à quinze ans une fugue du

séminaire évangélique où il est placé. Après avoir été apprenti dans une librairie de théologie, de philosophie et de droit, il réussira à vivre de sa plume dès 1904. Volontaire en 1914, bien que déclaré inapte au combat, revenu traumatisé et profondément pacifiste, il s'installe dans le Tessin en 1919. Sa maison sera une précieuse adresse pour nombre d'émigrés fuyant le régime nazi, dont Berthold Brecht ou Thomas Mann, comme pour nombre de familles juives quittant l'Allemagne après les lois raciales. Un an avant sa mort en 1962, Hermann Hesse rassemble, à la demande de l'éditeur Siegfried Unseld, une partie de son œuvre lyrique. Son dernier poème, « *Grincements d'une branche tordue* », ne paraîtra qu'en 1972.

Une œuvre lucide et tourmentée à découvrir avec bonheur...

Hermann Hesse, *C'en est trop!*

Éditions Bruno Doucey, 2019,
192 pages, 17 euros.



Le regard de Charles, un film de Charles Aznavour

Ami du chanteur, le réalisateur Marc Di Domenico a eu accès à un trésor dans une pièce secrète de sa maison de Provence: des heures de pellicules tournées de 1948 à 1982 par l'auteur de *La Bohème*. C'est Édith Piaf, dont il fut le secrétaire, avant de se retrouver « *en haut de l'affiche* », qui lui acheta cette caméra Paillard. D'Abidjan à Montréal en passant par New York, Pékin et Erevan, ce film, porté par la narration de l'acteur Romain Duris, est comme un vieil album photos qu'on compulse avec nostalgie. C'est l'histoire de Shahnourh Varinag Aznavourian, dit Charles Aznavour, fils d'immigrés arméniens, lesquels, durant la Seconde Guerre mondiale ont caché, au péril de leur vie, des Juifs et des Arméniens dans leur appartement de la rue Monsieur-le-Prince, dans le VI^e arrondissement de Paris.



cinéma par Julien Le Gros

Quand Hollywood s'en allait en guerre (1939-1945)

En ligne sur le site d'Arte jusqu'au 7 octobre 2019

John Ford, Franck Capra, Billy Wilder, George Stevens, Anatole Litvak... nombreux furent les réalisateurs américains de l'âge d'or d'Hollywood qui participèrent à l'effort de guerre. Qui se souvient que le cinéaste d'origine russe Anatole Litvak créa un tollé avec *Les Aveux d'un espion nazi*, sur un réseau allemand implanté aux États-Unis, alors même que le pays est majoritairement isolationniste. Qui sait que *Madame Miniver* de William Wyler, un Juif allemand, a infléchi l'opinion américaine ? Que Franck Capra, d'origine italienne, a supervisé la série *Pourquoi nous combattons* pour faire un pied de nez à Leni Riefenstahl et prouver au passage son « américanité ». Qui a vu les images déchirantes tournées par Stevens à Dachau et celles de Billy Wilder dans Berlin en ruines ? Autant de raisons de visionner ce documentaire.

carnet

Nous apprenons avec peine de nombreux décès dont nous publions la liste ci-dessous en priant tous les proches de nos disparus de trouver ici l'expression des condoléances fraternelles de notre grande famille de la Résistance, de la Déportation et de l'Internement.

NOS PEINES

Ain

Aranc: Marcelle Grobas, veuve de Léon, Montluc, Flossenbürg, Dresde;

Alpes-Maritimes

Nice: Lucienne Bouqueneur, veuve de Georges, résistant fusillé par l'ennemi à Belfort;

Bouches-du-Rhône

Allauch: Albert Veissid, président de la section de Marseille, chevalier de la Légion d'honneur, Auschwitz;

Drôme

Dieulefit: Claude Weisz, fils de Paul, résistant mort pour la France;

Finistère

Brest: Marie-Thérèse Banguion, veuve de Marcel, Compiègne, Dachau, Allach;

Haute-Garonne

Toulouse: Louise Gomez, veuve de Victor, Eysses, Dachau;

Jura

Saint-Claude: Antoine Beri, Compiègne, Buchenwald, Dora, Bergen-Belsen;
Lavans-lès-Saint-Claude: Jean et Fernande Marion, Compiègne, Buchenwald, Schoenbeck;

Loiret

Saint-Jean-de-Braye: René Pelletier, chevalier de l'ordre national du Mérite, Compiègne, Mauthausen, Gusen;

Haut-Rhin

Kaysersberg: Marie-Antoinette Schmitt, veuve de Joseph, Schirmeck;

Haute-Savoie

Seynod: André Bonnet, Annecy, Saint-Paul, Dachau, Kempten, Fussen;

Paris

Georgette Malherbe, veuve de Marcel, Compiègne, Buchenwald, Dora, Harzungen, Bergen-Belsen;

Seine-et-Marne

Ury: Esther Aliciguzel, Auschwitz-Birkenau;

Vienne

Poitiers: Claude Sabourin, fille d'André Dujat des Allimes, Schirmeck, Natzweiler-Struthof (NN).

Territoire de Belfort

Petitefontaine: Jean Zimmermann, Mulhouse;

Seine-Saint-Denis

Montfermeil: Abdelkader Mediène;
Le Raincy: Jacques Smaer, Drancy, Compiègne, Auschwitz, Buchenwald.

communiqué

Amicale de Neuengamme

20 septembre 2019, auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris. Devant une salle comble, l'Amicale de Neuengamme présente l'histoire du camp et de ses kommandos, le retour d'un camp qui ne fut jamais libéré, puisqu'évacué, à l'exception d'un jeune détenu russe de quinze ans, non sans développer les contours de son action actuelle et à venir, aux côtés du monde de la Déportation, dont la FNDIRP. Nous y reviendrons.

Sans attendre, rendez-vous est pris au même endroit, pour le 29 novembre : *Mémoire à quatre voix* rassemblera à 18 heures les témoignages de deux enfants de déportés morts à Neuengamme et ceux de deux enfants de persécuteurs nazis. Pour une culture de l'humanisme et de la paix.

■ Inscriptions obligatoires auprès de l'Amicale de Neuengamme :
inscriptions.neuengamme@gmail.com

Le calendrier 2020 de la FNDIRP est en vente

75^e anniversaire de la libération des stalags, des camps de concentration et d'extermination

Bon de commande du calendrier 2020

Nom : Prénom :

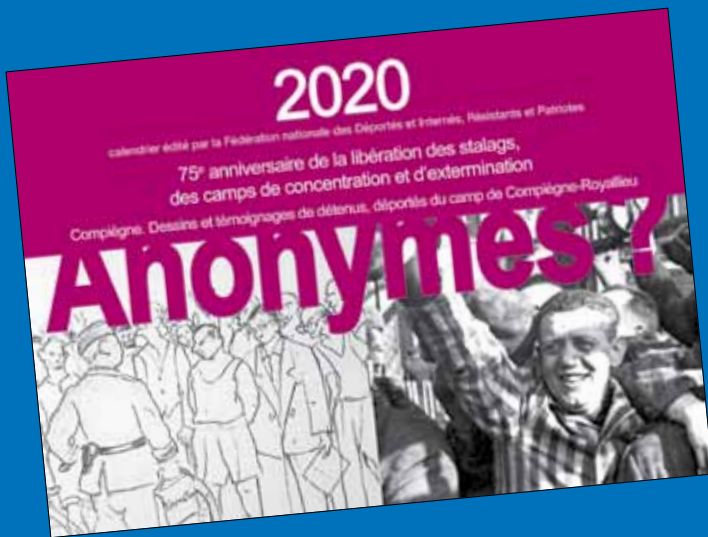
Tél. : Courriel :

Adresse :

Code postal : Ville :

Commande :

Bon de commande à retourner, avec le chèque de règlement à : FNDIRP 10, rue Leroux - 75116 Paris (tél.: 01 44 17 38 10). *En cas de commande de plusieurs exemplaires, nous contacter pour les frais de port.



Anonymes ? Suite au 41^e congrès de la FNDIRP à Compiègne-Royallieu, un partenariat avec le Mémorial de Royallieu nous a donné accès à ses trésors : dessins, visuels, correspondances, montrant la singularité du parcours des internés de Royallieu. Cette « *salade extraordinaire* » dont parlait Robert Desnos.

5 € pièce (+ 2 € pour un exemplaire) *

Les stylos



à l'unité : **2,50 €** + 1 € de port

5 stylos : **12 €** + 2,50 € de port

10 stylos : **20 €** + 4 € de port

Le stylo à touche douce avec Stylus offre confort et qualité d'écriture avec son corps satiné en gomme et élégance avec ses attributs chromés.

Pratique, l'embout en silicone permet de l'utiliser sur les écrans.



Drapeaux brodés

Société VARINARD

Zone d'activités de l'Ouvèze BP 18 – 84110 Vaison-la-Romaine
Pour renouveler votre drapeau d'association, consultez-nous pour tout devis.

Tél. : 04 90 28 85 44 • Fax : 04 90 28 83 81 - contact@varinard.com

www.varinard.com



PLAQUES FUNÉRAIRES
en pierres naturelles 300x200mm

Texte et décorations au choix, étude et devis gratuit



Documentation et tarif sur simple demande à :

SÉRIGRAPHIE WETTER

8A, rue de Leymen 68300 SAINT-LOUIS
Tél: 03 89 69 16 67 E-mail: contact@serigraphiewetter.com

Rendez-vous sur notre site internet www.serigraphiewetter.com

CHAMPAGNE HENRI GIRAUD

ancien de Buchenwald 20426 • Propriétaire-Récoltant

1^{er} GRAND CRU - 100 %

Tarif franco sur demande

71, bd Charles-de-Gaulle

51160 Aÿ-CHAMPAGNE

Tél.: 03 26 55 18 55 • Fax: 03 26 55 33 49

contact@champagne-giraud.com

www.champagne-giraud.com

Du producteur au consommateur

CHAMPAGNE CHARBAUX Frères

ancien de Dachau-Allach 72420

propriétaire-récoltant à Congy

51270 MONTMORT

Tél.: 03 26 59 31 01 • Fax: 03 26 59 30 31

info@champagne-charbaux-freres.com

www.charbaux.fr

*L'abus d'alcool est dangereux pour la santé,
à consommer avec modération.*

Transmettre...

Féminicide

Terme apparu au XIX^e siècle. Par définition, le meurtre d'une ou de plusieurs femmes ou filles en raison de leur condition féminine.



« Ceux qui ne bougent pas ne remarquent pas leurs chaînes »

Rosa Luxemburg

Abonnez-vous, offrez des abonnements !

PR945



Abonnez-vous ou abonnez au *Patriote Résistant* vos amis, vos camarades et leurs familles. Abonnez également les collèges, lycées, bibliothèques, centres de documentation, maisons de jeunes, comités d'entreprise...

Le Patriote Résistant : l'abonnement comprend 11 numéros (7€ l'unité), ainsi que le hors série *Concours national de la Résistance et de la Déportation* (CNRD).

- ☐ 65 € et au delà - Tarif de soutien (voir rubrique Souscription nationale)
- ☐ 61 € - Tarif public
- ☐ À partir de 45 € - Tarif spécial (étudiants, demandeurs d'emploi, faibles revenus)

- ☐ À partir de 63 € - Tarif DROM
- ☐ À partir de 68 € - Tarif COM et Étranger - (Étranger: paiement impératif par chèque bancaire payable en France et en euros ou par virement en euros au LCL Champs-Élysées • BIC: CRLYFRPP / IBAN: FR92 3000 2004 4300 0044 8661 V58)

Je m'abonne: ☐ M. ☐ M^{me}

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Téléphone:

E-mail:

J'offre à: ☐ M. ☐ M^{me}

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Téléphone:

E-mail: